

TRIMESTRIEL

n54

mars 2016

3 euros 50

JOURNAL D'INFORMATION ET DE DÉBAT
DU PLATEAU DE MILLEVACHES



Refuser une société du contrôle généralisé

La guerre et l'urgence

pages 3 - 4



Comment réhabiter les centres bourgs ?

Retour sur un travail effectué à l'échelle de 5 communes
de la Montagne limousine

pages 7 - 8 & 9



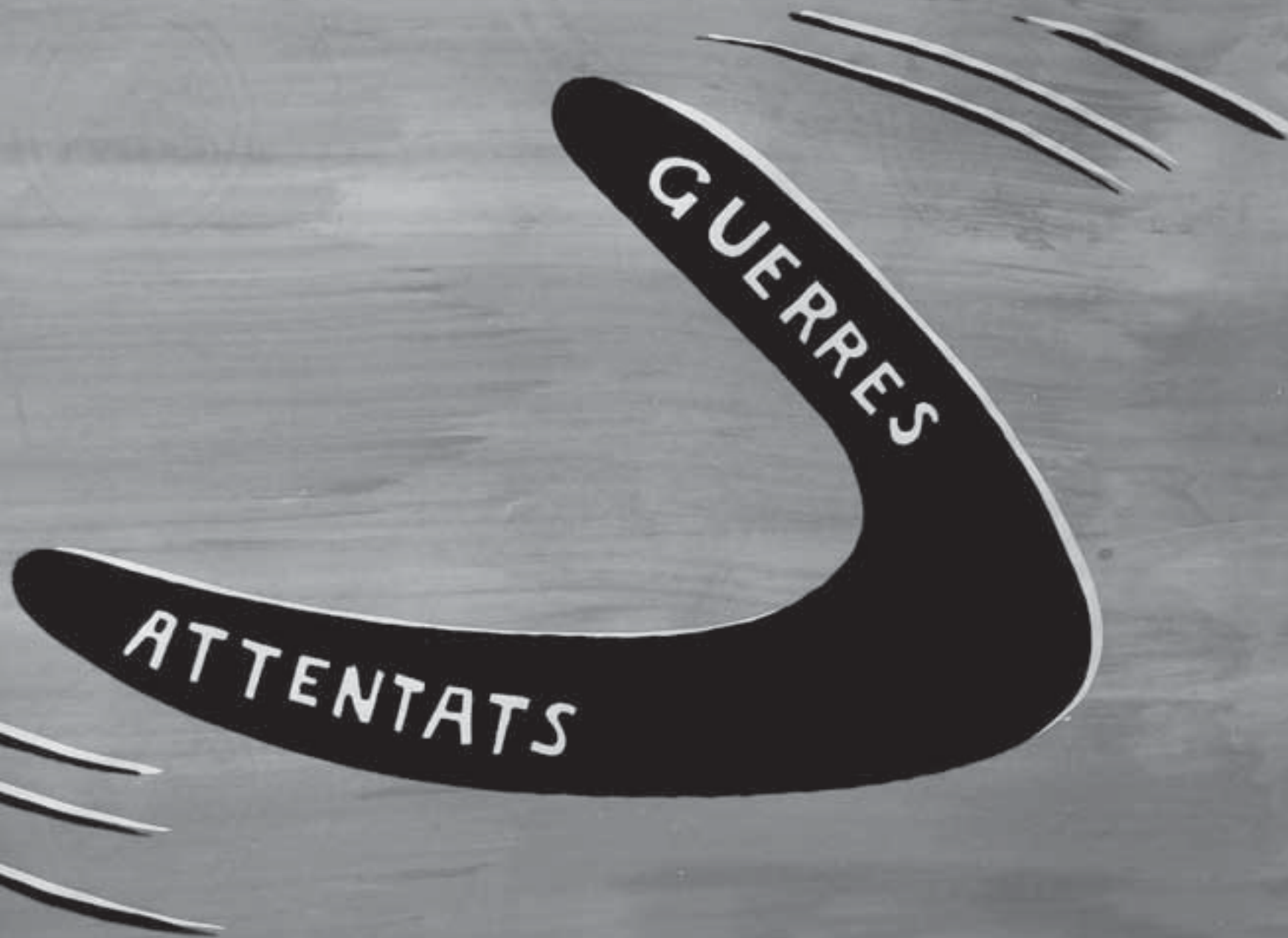
Que cache le "protocole" ?

À quelle sauce les écoles rurales risquent-elles d'être mangées ?

page 10

SZOL

IMPENSABLE
POLITIQUE
"NÉO
SOCIALISTE"



SORTIR DE L'ETAT D'URGENCE !

Lire page 5 : "Comme un boomerang"

Fête de la Montagne limousine, deuxième édition !

Après le succès de la première fête de la Montagne limousine en septembre dernier à Tarnac, une deuxième fête est prévue pour 2016. Elle aura lieu à La Nouaille, en Creuse, et se déroulera du vendredi 23 au dimanche 25 septembre 2016, sous le soleil (c'est ce qui est prévu !). Le 4 mars une réunion se déroulait sur place pour repérer les lieux et s'apercevoir que ce petit bourg creusois était parfaitement adapté pour accueillir les 2 000 visiteurs attendus. Cette fête (ceux qui ont participé à la première le savent bien) est le résultat de toutes les bonnes volontés associatives, militantes, agricoles, paysannes, culturelles, musicales, joyeuses et ludiques des habitants du Plateau. Avec 0 € de subvention et aucun soutien public, c'est vraiment la fête des habitants, de tous les habitants. Pour l'organiser la mobilisation du plus grand nombre est donc indispensable. Pour cela trois réunions plénières de préparation sont prévues d'ici septembre. La première aura lieu :

Dimanche 10 avril, à 16h à la salle des fêtes de La Nouaille.
Réunion suivie d'une soirée pizzas.

Nous vous y attendons le plus nombreux possible afin de pouvoir compter les forces dont nous disposerons pour cette fête. Qui propose quoi ? Quelles idées ? Quelles suggestions ? Quels débats au programme 2016 ? Ensuite, chacun pourra assurer la préparation de manière plus décentralisée, dans son association ou sa commune. Les deux autres rendez-vous sont fixés aux dimanche 12 juin et au dimanche 4 septembre, à 16h toujours à la salle des fêtes de La Nouaille. Vous pourrez par ailleurs suivre l'actualité de la préparation de cette fête sur : <http://www.montagnelimousine.net>

Rencontres autour des questions migratoires et du droit d'asile

Conférences, débats, échanges d'expériences, cinéma, expositions, repas, trois jours d'échanges auront lieu du 1^{er} au 3 avril 2016 à Peyrelavde, Eymoutiers et Peyrat-le-Château. Réfugiés, demandeurs d'asile, migrants : ces femmes, ces hommes, ces enfants dont les médias font tour à tour des objets de compassion ou de rejet, sont des personnes avec des histoires individuelles et collectives, des êtres en chair et en os. Avec l'installation de deux CADA à Eymoutiers et Peyrelevade et d'un centre provisoire à Peyrat, on a pu et on peut encore le vérifier chaque jour, pourvu qu'on aille au devant d'eux.

Pour en savoir plus : eymoutiers@la.cimade.org



Vassivière : le renouveau !

C'est Gérard Vandenbroucke, ancien président de la région Limousin, qui a été élu président du lac de Vassivière le jeudi 3 mars. Il a annoncé que son premier acte serait de demander un audit sur Vassivière... Une étude de plus... Nous lui proposons de relire les différents dossiers qu'IPNS a consacré au sujet pour voir que l'audit, finalement, existe déjà ! Ce n'est sûrement pas de cela dont Vassivière a besoin, mais bien plutôt d'un projet. Et comme pour acter du "renouveau" futur de Vassivière, la région Aquitaine a nommé en qualité de "personnalité" au comité syndical du Lac Gérard Audouze, ex conseiller régional, auquel il a bien fallu trouver une place. C'est un peu "le retour" du vieux crocodile sur les rives de Vassivière. Quant à Stéphane Cambou, l'ancien président, il a refusé d'intégrer la commission des finances (des personnes assez folles le lui demandaient donc ?) sous prétexte de la laisser travailler d'une manière objective. Comme tout bon politique, Gérard Vandenbroucke appelle à se "serrer les coudes". En général cela signifie : laissez moi les coudées franches !

L'abonnement est la meilleure solution pour soutenir IPNS et être sûr de bien recevoir tous les numéros !

IPNS ne vit que par ses lecteurs et compte donc sur eux ! Votre abonnement est indispensable à l'existence du journal ! Tous les anciens numéros sont consultables sur notre site : <http://journal-ipns.org>

Vous pouvez contacter IPNS en écrivant à l'adresse courriel suivante : contact@journal-ipns.org

<div>IPNS</div> <div>Trimestriel édité par l'association IPNS Clin d'oeil à "Imprimé Par Nos Soins" que connaissent bien les associations, notre titre décline différemment ses initiales dans chaque numéro. Directeur de publication : Michel Lulek - 23340 Faux la Montagne. Mise en page graphique, illustrations : Michel Bernard et Philippe Gady. Imprimerie : Rivet Presse Edition - Limoges, labellisée Imprim'vert. Commission paritaire : 1017 G 81 797 - ISSN : 1635-0278.</div> <div>http://journal-ipns.org</div> <div></div>	<div>IPNS - Je m'abonne !</div> <div><div>Nom :</div><div>Prénom :</div><div>Adresse :</div><div>Courriel :</div><div>Abonnement pour 1 an (4 numéros), ordinaire 14 € <input type="checkbox"/>, de soutien 20 € ou + <input type="checkbox"/></div><div>Abonnement pour 2 ans (8 numéros), ordinaire 28 € <input type="checkbox"/>, de soutien 40 € ou + <input type="checkbox"/></div><div>Bon à retourner à : IPNS - 23340 - Faux la Montagne</div></div>
--	---

Refuser une société du contrôle généralisé

À la suite des attentats de novembre 2015, les mesures du gouvernement dessinent un nouveau régime politique. L'état d'urgence constitutionnalisé, la loi de réforme de la procédure pénale qui enfle le rôle de la police au détriment du rôle de la justice, procèdent d'une idéologie sécuritaire empruntée à la droite et au Front national. On nous prépare un État arbitraire, on creuse les fractures de la société et le gouvernement s'exonère ainsi de son bilan social désastreux.

“ Partout (...) dans la République désespéré c'est une marée lourde et visqueuse de la réaction, qui monte dans les cœurs et dans les cerveaux (...). Un peuple ainsi affolé, ainsi abêti par la peur (...) se méfie de la justice et de la liberté comme d'un piège, de l'idéal comme une duperie.”
(Jean Jaurès).

C'était le 10 mai 1912. Jean Jaurès dénonçait alors la campagne de panique et de peur déclenchée par la presse suite à une série d'attentats anarchistes sanglants. C'est à ce même scénario de réaction, au sens figuré comme au sens propre qu'aujourd'hui nous sommes confrontés. Un scénario orchestré par le duo Hollande-Valls engagé dans une dérive sécuritaire tout autant opportuniste qu'autoritaire.

Trois régimes d'exception

Opportuniste, car notre duo est convaincu que l'exploitation des peurs peut déstabiliser leurs adversaires de droite et leur apporter une plus value politique tout en rassurant les citoyens. Autoritaire, car au motif d'une situation d'exception le gouvernement inflige au pays une extension de dispositions législatives liberticides qui déroge à l'État de droit et musèle la société française. L'exigence de sécurité étouffe l'exigence de liberté et de démocratie. L'affaire est très sérieuse. Soyons clairs : si face au terrorisme aucun angélisme n'est de mise, l'État d'urgence constitutionnalisé et son corollaire la réforme du code de procédure pénale, qui donnent un fondement légal renforcé à un régime d'exception et policier, à des dispositifs répressifs liberticides, placés hors d'atteinte du parlement et du citoyen, sont inacceptables. On n'est plus dans le droit commun et on glisse vers une société du contrôle généralisé, où le rôle de la justice se trouve marginalisé. Il y a déjà l'article 16 de la constitution qui accorde les pleins pouvoirs au chef de l'État. Avec l'État de siège et l'État d'urgence (loi de 1955) cela fait trois régimes d'exception qui sortent du droit commun ! En voulant constitutionnaliser l'État d'urgence pourvu de nouvelles atteintes aux libertés publiques, le gouvernement aggrave les dispositions d'une législation déjà très liberticide. Il s'ensuit un renforcement des services policiers. Les équilibres fondamentaux d'un État de droit où les pouvoirs exécutif, législatif, judiciaire se limitent mutuellement et réciproquement, sont rompus.

Des résultats dérisoires

Avec l'État d'urgence on est dans un dispositif où l'exécutif doté d'un pouvoir exorbitant capte le pouvoir normatif et met à l'écart le pouvoir judiciaire. C'est la porte ouverte à toutes les dérives d'un État arbitraire où les pouvoirs des parquets, préfets et policiers sont notablement renforcés au détriment des compétences du juge d'instruction, du juge des libertés, de la démocratie. Déjà, prétextant “un risque de trouble à l'ordre public” des manifestations, des réunions ont été interdites



sur des critères aussi flous qu'un “comportement suspect”, des milliers de perquisitions ont été menées, des centaines d'assignation décidées. Pour des résultats dérisoires. Cette fuite en avant liberticide et inquiétante – il faut le souligner – va de pair avec un autoritarisme grandissant du gouvernement. Depuis 2012 ne s'emploie-t-il pas à réduire au silence toute forme de contestation sociale et politique ? Citons : utilisation du 49-3 pour un passage en force au parlement (loi Macron) ; restriction de l'expression syndicale dans la loi sur le dialogue social ; rejet du discours de l'explication (Valls). Une ligne politique mortifère pour l'État de droit et pour la démocratie où le parlement et le mouvement social sont malmenés. Cette mise sous tension délibérée où l'exceptionnel est voué à durer est l'expression d'une option à droite toute.

Déchéance de nationalité

Avec la déchéance de nationalité le gouvernement valide les propositions de la droite extrême et de l'extrême droite. Il crédibilise ainsi l'idée que le FN est légitime pour exercer le pouvoir. Il est sidérant de voir un gouvernement dit de gauche batailler et faire une violente pression sur ses élus nationaux pour imposer une mesure xénophobe et identitaire. Mesure qui revient à punir non pas en fonction du crime mais selon l'origine. Distinguer “français de souche” et “nés français binationaux” revient à créer

une catégorie de “français à part”. Une inégalité dans la constitution. Cela constitue une rupture de fait avec l'identité républicaine, la république étant une et indivisible. Une rupture donc qui divise là où il faudrait rassembler alors même que la république pour tous est la seule réponse progressiste à la menace terroriste de division de la société française. En outre, la déchéance de nationalité est une mesure absurde puisque d'aucune efficacité pour freiner les velléités terroristes et “un protectionnisme de l'épuration nationale qui est aussi illusoire que mortel pour les dérives qu'il ouvre.” (Pierre Rosanvallon). Cela participe d'une survalorisation de la gestion identitaire au détriment de celle de l'égalité. L'extrême droite en fait ses choux gras.

Dans ce contexte, rien ne sert d'invoquer la république et l'unité nationale. La république doit être refondée sociale et participative c'est à dire avec une mise en œuvre concrète et durable de ses valeurs donc en rendant espoir et dignité aux couches populaires de notre pays. Quant à la gauche, la question désormais est de reconstruire, avec une réelle implication citoyenne, du local au global, un projet alternatif.

Roger Fidani

Dans la mécanique sécuritaire

Après janvier 2015 : décuplement des moyens de surveillance des citoyens, des territoires, des idées. La France devient un pays en liberté surveillée.

Après novembre 2015 ; un État arbitraire s'instaure au nom de la stratégie du choc ⁽¹⁾ à coups d'État d'urgence, de réformes constitutionnelles et du code pénal.

Résumé non exhaustif :

- Entrée de l'État d'urgence dans la Constitution avec prorogation possible du régime d'exception sans que les pouvoirs ordinaires puissent le contester.
- Déclenchement de l'État d'urgence confié à

l'exécutif et sa prolongation votée à une majorité simple. Il relèverait d'une loi simple sans contrôle du conseil constitutionnel.

- Possibilité de dissoudre l'Assemblée Nationale en situation d'urgence.
- Dispositif d'exception conféré au pouvoir exécutif (ministre de l'intérieur, préfets) : des pouvoirs exorbitants attentatoires aux libertés individuelles et collectives d'aller et venir, de se réunir, de manifester et au principe d'inviolabilité de domicile.
- Contrôle à posteriori des restrictions aux libertés par le seul juge administratif. Absence totale de contrôle du juge judiciaire pourtant garant constitutionnel en matière de liberté et de sécurité.

- Assignation à résidence des personnes sur seule décision du préfet et sans infraction pénale.
- Elargissement de la légitime défense des policiers.
- Rétention des personnes pendant quatre heures, sans avocat (succédané de la garde à vue).
- Perquisition, avec pour seul critère “un comportement suspect”.
- Extension des possibilités de contrôle d'identité.

(1) La stratégie du choc. La montée d'un capitalisme du désastre de Naomi Klein. (Actes sud 2008)

La guerre et l'urgence

On ne saurait trop répéter que les nouvelles dispositions en matière de sécurité, que ce soit à la suite des lois sur le renseignement ou dans le cadre du désormais inamovible état d'urgence, ont de quoi inquiéter. Mais inquiéter qui ? Certainement pas la majorité de nos députés, qui ont beaucoup déserté les bancs de l'Assemblée nationale au moment de voter la révision de notre constitution. Et ceux qui s'en inquiètent passent apparemment pour des "catastrophistes" ; au même titre que les lanceurs d'alerte sur le climat... La tendance est à l'escalade ces derniers temps, en visant particulièrement les militants écologistes au

moment de la Cop 21. Ces derniers se sont vus catalogués comme des individus dangereux, certains assignés à résidence, sans autre motif que leurs idées.

Tout cela n'a pas suscité de véritable réaction dans les rangs de nos parlementaires, les grands medias en ont fait de brefs entrefilets, vite exprimés, vite oubliés. Ne pas faire de vagues semble la seule ligne à suivre, à tous les niveaux de nos institutions, pourvu que les intérêts des lobbies soient protégés, tout en continuant à manier impunément la langue de bois.

Malgré tout, quelques voix s'élèvent pour s'insurger contre ces mesures liberticides,

émanant d'un gouvernement soi-disant socialiste. Ratisser du côté de l'extrême-droite en vue des prochaines élections présidentielles n'est une pratique ni subtile ni récente, le gouvernement précédent l'ayant largement utilisée. Mais ce que Nicolas Sarkozy n'avait pas osé faire, François Hollande, visiblement encore plus décomplexé que son prédécesseur, le met en oeuvre !

Voici deux textes qui ont circulé ces derniers mois et qui expriment la volonté de s'opposer à toutes ces résolutions dignes d'un état totalitaire.

Maryse Villain

Assignez-moi !

Ceci n'est pas le titre d'une nouvelle chanson de Juliette Gréco (*Déshabillez-moi...*), c'est le début d'une lettre ouverte au ministre de l'intérieur à propos des assignations à résidence édictées après les attentats du 13 novembre.

Monsieur le Ministre de l'Intérieur,

Je demande mon assignation à résidence, dans les meilleurs délais.

Il se trouve en effet que je partage l'essentiel des convictions de nombre de militants écologistes, altermondialistes et autres squatteurs qui ont fait tout récemment, par dizaines, l'objet de cette mesure administrative, dans le cadre de l'état d'urgence mis en place à l'issue des attentats du 13 novembre 2015 :

- Je suis l'adversaire déclaré des aventures militaires néo-coloniales actuellement conduites au nom de la France et d'un "droit de légitime défense" parfaitement nébuleux.*

- Je trouve abject votre projet d'inscrire dans la Constitution de notre pays la possibilité de déchoir de leur nationalité des binationaux présumés coupables, mesure distinctement inspirée par le Front national auquel, au demeurant, vous prétendez "faire barrage".*

- Je trouve odieux que des musulmans fassent l'objet d'une assignation à résidence du simple fait qu'ils tiennent une sandwicherie halal ou fréquentent une mosquée estampillée comme suspecte – ou du simple fait qu'ils sont musulmans ou étiquetés comme tels.*

- Je me refuse à me désolidariser des réfugiés (aujourd'hui par vous assimilés à des terroristes) avec lesquels je me bats pour qu'ils-elles puissent vivre là où bon leur semble. Je ne renoncerai pas à manifester auprès des collectifs des quartiers populaires qui, de Saint-Denis à Moellenbeek, n'ont pas attendu le 13 novembre pour vivre en état d'urgence (et, depuis des décennies, pour pleurer leurs morts des suites de « bavures policières »).*

- Je m'oppose formellement au projet de construction d'un nouvel aéroport dans la région de Nantes et, pour cette raison, me déclare solidaire des Zadistes qui occupent la zone contestée.*

- Je suis scandalisé-e par le fait que l'enquête concernant la mort de Rémi Fraisse, tué par un gendarme, ait été confiée à la gendarmerie.*

- Je me suis délibérément abstenu-e de pavoiser au jour dit, ceci au mépris des consignes expressément dispensées aux citoyens par les services de l'Etat.*

- Je considère que l'état d'urgence rendant possible, dans les conditions expéditives que vous savez, ma propre assignation à résidence (comme celle de tant d'autres) constitue une atteinte caractérisée aux droits des citoyens et aux libertés publiques – à commencer par l'interdiction de manifester. J'y vois l'ébauche d'un régime policier du plus mauvais aloi. Ce simple fait devrait suffire amplement à justifier l'exécution de la mesure susmentionnée.*

IPNS - le journal - n°54 - mars 2016 - 4



Je ne doute pas un instant que vos services sauront utilement compléter ce tableau attestant ma dangerosité et rendant nécessaire mon assignation à résidence – ceci que mon nom figure ou non parmi ceux des suspects enregistrés sous la lettre "S". Si ces messieurs-dames de la police pouvaient, simplement, lorsqu'ils viendront me notifier cette mesure de salubrité publique, se dispenser de faire voler en éclats ma porte (que je suis tout-e disposé-e à leur ouvrir dès le premier coup de sonnette, à toute heure du jour ou de la nuit) et de dévaster mon logement dans lequel les livres, les ustensiles de cuisine et les kits de jardinage

comptent en plus grand nombre que les armes de guerre, je leur (et vous) en vouerais une reconnaissance durable.

Dans l'espoir que ma démarche saura retenir votre attention, je vous prie, Monsieur le Ministre, etc, etc...

Pour voir les signataires :
<https://entreleslignesentrelesmots.wordpress.com/2015/12/13/assignez-moi-lettre-ouverte-a-monsieur-le-ministre-de-linterieur/#comments>



Comme un boomerang

Un autre titre, cette fois en référence à Serge Gainsbourg, pour dénoncer l'hypocrisie généralisée et bien pensante vis-à-vis de nos diverses interventions militaires : tout ce qui est en train de nous revenir en pleine figure.

Appel. Ni guerre ni état d'urgence
vendredi 5 février 2016

Après l'Europe centrale, l'Afrique subsaharienne et le Moyen-Orient, c'est maintenant en Syrie et à nouveau en Irak que la France mène la guerre en attendant d'intervenir en Libye. Il est vrai qu'en cinq cents ans, la France a été engagée 110 fois dans un conflit armé. La France est perpétuellement en guerre. Même si les médias en parlent peu, la guerre continue. Elle tue des civils qui n'ont droit qu'au silence. Car aucune frappe n'est chirurgicale. Les civils tués sous nos bombes valent-ils moins que les civils tués sur notre sol ? La guerre s'annonce infinie, en Syrie, en Irak, en Libye, au Mali et ailleurs où la France continue sa politique postcoloniale et impose par les armes une morale des droits de l'homme dont elle juge, unilatéralement, qu'elle est la seule gardienne.

Certains s'indignent de l'état d'urgence sans condamner les interventions françaises. C'est là une bien courte vue limitée au confort des libertés publiques "chez nous". Mais comment refuser l'état d'urgence et sa constitutionnalisation sans dénoncer la guerre qui les autorise ? Comment accepter cette guerre qui, de coalitions en connivences, de confrontations de forces en réactions en chaîne, étendra fatalement le périmètre des belligérants, en suscitant, ailleurs, d'autres conflits armés ? La guerre exige d'abonder toujours davantage les budgets militaires (soutien des opérations, solde des soldats et des policiers, etc.). Elle conduit conjointement chaque État à faire au moins autant, si ce n'est plus, que les concurrents. La guerre cause et appelle la guerre. Elle avive la surenchère des États qui soutiennent leurs multinationales de l'énergie et de l'armement pour maintenir, réaffirmer, élargir leur domination matérielle (sur les espaces et les ressources) ainsi qu'idéologique et même culturelle (sur des sociétés voulues vassales). La guerre, en France, ne peut se faire qu'au détriment des politiques sociales. La guerre, là-bas, assassine, détruit, ruine et engendre la misère et la haine. Peut-on croire que la détestation d'une France qui bombarde n'aura à terme aucune conséquence en France ? Les performances des Rafales dans les cieux syriens font figure de "Salon du Bourget" grandeur nature. Les ventes d'armes françaises en seront boostées. Et d'ailleurs, la guerre constitue toujours une magnifique opportunité pour vendre, via des circuits opaques, des armes à tous les belligérants. Mais elle facilite en même temps une dissémination des armes (pillages de dépôts, reventes...) qui, par la suite, servent encore, n'importe qui et n'importe quel motif : du terrorisme au grand banditisme...

La guerre provoque et provoquera davantage de migrations douloureuses. Lesquelles sont utilisées pour justifier aussi bien la généralisation des équipements de surveillance que toutes les formes de racisme qui, à leur tour, minent les relations sociales. Il faut donc être cohérent : dire non à l'état d'urgence, c'est dire non à la guerre. Car la guerre extérieure entraîne quasi automatiquement le renforcement des contrôles à l'intérieur du pays. Et presque toujours, la guerre produit un rassemblement nationaliste autour d'une supposée identité menacée, ce qui légitime toutes les restrictions de liberté. Elle engendre un état d'urgence permanent qui finit par servir de prétexte pour criminaliser toutes les résistances au néolibéralisme, qui, lui-même, se nourrit de la guerre.

<http://www.humanite.fr/ni-guerre-ni-etat-durgence-598116>



Quoi de neuf au Longy ?

L'association La Loutre fluorescente, créée pour s'opposer au stockage de ce qu'on appelle pudiquement des "stériles miniers" à Millevaches, sur le site de l'ancienne mine du Longy, continue à être vigilante sur ce dossier. On peut déjà se féliciter que, grâce à son action, l'arrivée des déchets, initialement prévue pour octobre ou novembre 2015, n'ait pas encore eu lieu. L'association ne désarme pas pour autant.



Mesures indépendantes

La Loutre fluorescente souhaite connaître le taux réel de radioactivité des déchets actuellement situés sur le site de l'ancienne mine de La Barrière (commune de Darnets) et qu'Areva veut "rapatrier" à Millevaches. Elle a donc pris contact avec le propriétaire de cette mine afin d'obtenir son autorisation pour effectuer des mesures de radioactivité indépendantes d'Areva qui minimise gravement les taux de radioactivité. Par ailleurs, Catherine Hornebeck, responsable de La Loutre fluorescente, explique : "Notre association est fermement décidée de continuer à se préoccuper de l'état inacceptable dans lequel les exploitants miniers ont laissé le site du Longy. Nous continuons nos actions d'informations et de sensibilisation des habitants du Plateau ... et d'ailleurs (comme ce fut le cas lors de la concentration de motards qui a eu lieu en décembre à Millevaches où une pétition a été largement signée par ces mêmes motards)."

Incohérences

Dans une lettre envoyée au préfet de la Corrèze et à la DREAL, l'association décrypte des incohérences dans les dossiers qu'elle a pu consulter : "Par l'intermédiaire de l'association Sources et Rivières du Limousin, nous avons pu prendre connaissance de la fiche travaux FT-19-DAR-2013-1 "Enlèvement Stériles de La Barrière" site de l'ancienne mine de Darnets. Après consultation, cette fiche soulève encore un certain nombre de questions :

1. Nous avons constaté que le document qui nous a été transmis constitue une "version 2". Nous nous demandons donc qu'elle était la version initiale et aimerions en avoir connaissance.
2. Les mesures du plan-compteur jointes au

document 19A-109 du 21 octobre 2011 (vérification au sol des zones singulières mises en évidence lors du survol aérien de 2009) indiquent un maximum de 18 417 c/s sur le chemin d'accès ⁽¹⁾. Cette mesure particulièrement anormale pour du "stérile" n'apparaît pas dans le tableau intitulé "Résultats du contrôle enregistrement des données", mais il est mentionné, sous ce tableau, en ces termes : "remarques : prise de mesures sur le chemin et sur le site avec max de 18 500 c/s". Par ailleurs, le plan-compteur du 25 juin 2001 joint à la fiche-travaux version 2 du 3 novembre 2014 ne comporte pas de mesure de cet ordre.

Ces faits amènent deux questions. Ces mesures ne sont pas compatibles avec la présence de seuls stériles miniers. Quelles sont donc les autres substances présentes sur le site de La Barrière ? Ces mesures sont substantiellement différentes de celles relevées sur le site du Longy. S'agit-il donc du simple "rapatriement" de stériles miniers ou d'un changement de nature du site du Longy ?"

La loutre fluorescente

(1) 18 417 c/s : "chocs par seconde". Unité de mesure d'émissions radioactives. En terrain granitique le rayonnement naturel de l'uranium est d'environ 200 c/s.

Réunion publique le 8 avril à Chavanac

La Loutre fluorescente organise une projection-débat le vendredi 8 avril à partir de 18 h à la salle polyvalente de Chavanac. Projection du film "Uranium scandale de la France contaminée" (40 mn environ) suivie d'une présentation par Antoine Gatet de Sources et Rivières du Limousin des dernières informations et nouvelles données concernant le Limousin et plus particulièrement Le Longy. En savoir plus : <http://laloutrefluorescente.wesign.it/fr>

Communes nouvelles... nouvelle entourloupe ?

La commune de Gentioux-Pigerolles a proposé à celle de Royère-de-Vassivière de fusionner ensemble pour créer une commune nouvelle. Derrière ce projet Roger Fidani décrypte : moins de démocratie, moins de dialogue et une collaboration active aux politiques gouvernementales et européennes de destruction de l'échelon communal.

“Fuyez la manie ancienne des gouvernements de vouloir trop gouverner... laissez aux communes le pouvoir de régler leurs propres affaires... En un mot, rendez à la liberté individuelle tout ce qui n'appartient pas naturellement à l'autorité publique et vous aurez laissé d'autant moins de prise à l'ambition et à l'arbitraire.”

Maximilien Robespierre

Une incitation forcée

J'ai déjà alerté sur la nocivité de la réforme territoriale concoctée par le gouvernement socialiste avec l'appui de la droite au Sénat. J'ai notamment souligné qu'elle mène à la disparition progressive des départements et communes. En Creuse, le processus de regroupement des communes est en marche, encouragé par les édiles socialistes. Cette réponse – rappelons le – répond aux injonctions de Bruxelles. Elle consiste à réorganiser l'architecture territoriale de la France au profit de grandes unités urbaines au détriment des autres territoires afin de favoriser plus efficacement l'accumulation physique du capital ; à réduire les politiques publiques de proximité par une austérité renforcée ; à éloigner les citoyens des lieux de décision. C'est dans cette triple optique que le gouvernement encourage les communes, par des dotations relevées, à se regrouper au sein de communes nouvelles ce qui, en cette période de restriction budgétaire forcenée, constitue plus qu'une incitation forcée. L'objectif non déclaré mais réel est de faire passer, avant 2025, le plus grand nombre possible de communes en communes nouvelles. Le premier ministre n'a pas hésité à opposer les communes où les élus agissent en fonction d'intérêts locaux – donc égoïstes – aux intercommunalités “ces lieux où l'intérêt général prime”...

Stop à une fusion Gentioux-Royère !

Dans l'intercommunalité Creuse Grand Sud c'est sous les prétextes fallacieux “d'une mutualisation” et “d'une rationalisation” des moyens et des services que l'on cherche à convaincre du bien fondé de la fusion des communes. Madame le maire de Gentioux-Pigerolles et ses adjoints ont été ainsi séduits et ont répondu favorablement à la fois “à l'option donnée au plan national” – c'est à dire à des choix politiques – et par le pragmatisme austéritaire de leur intercommunalité. Tellement séduits qu'ils n'ont même pas consulté l'ensemble du conseil municipal pour formuler une proposition de fusion à la commune de Royère !

Une démarche qui prend donc place dans la machine infernale de destruction des institutions locales alors même que l'idée de fusion ne figure pas dans le programme municipal de la majorité actuelle. D'ores et déjà nous avons envie de leur dire : respectez vos électeurs, ils n'ont pas voté pour cela. Madame le maire a deux arguments pour se justifier : “les avantages financiers découlant de la fusion” ; “une commune plus nombreuse pour dialoguer” et “plus il y a d'ouverture mieux c'est”. Réfléchissons. La fusion de deux communes égale une commune en moins. Mais, une commune en moins, c'est un affaiblissement de la démocratie locale – c'est à terme moins d'élus, un espace plus éloigné donc moins favorable à l'implication citoyenne. Les 36 000 communes dont la France dispose sont une richesse et les dizaines de milliers d'élus sont l'expression de sa diversité démocratique. Elles doivent être à ce titre, et au titre de l'échelon le plus pertinent de la participation citoyenne, soutenues et disposer des moyens budgétaires pour mener à bien leurs missions au service du bien commun. Voilà des raisons suffisantes pour dire stop à cette idée de fusion.

Une commune en moins, c'est un affaiblissement de la démocratie locale

Survivre...

Continuons. La fusion avec ses avantages financiers nous permettrait “de survivre” nous dit en substance la maire de Gentioux-Pigerolles. Naïveté ou duplicité, on s'interroge. Certes, un coup de pouce mais qui ne peut être durable car les injonctions de Bruxelles se traduisent par une baisse extrêmement dure des dotations d'État aux collectivités locales. Cette baisse représente une perte cumulée de 28 milliards d'euros d'ici 2017 et les communes sont les premières touchées. Entre 2013 et 2017 leur manque à gagner s'élèvera à 16 milliards d'euros ! En 2014 cela se traduit par un affaiblissement de l'investissement des communes et des intercommunalités de l'ordre de 4,3 milliards d'euros avec pour conséquence des pertes d'emploi et une réduction des services à la population. Au lieu de s'associer à la colère des maires de France face à la drastique baisse des dotations, madame le maire de Gentioux-Pigerolles nous propose une échappatoire : regrouper la commune coûte que coûte avec Royère alors même que la réponse aux difficultés financières des communes ne peut découler d'un “avantage financier” exceptionnel. Raison de plus de dire non à la disparition programmée des communes appelées à devenir des coquilles vides, raison de plus de refuser d'être “les plumés de l'austérité”.

Leçon (renversante) de démocratie

Examinons maintenant le dernier argument : “plus on est nombreux plus on peut dialoguer... plus il y a d'ouverture mieux c'est ;” (déclaration à Radio Vassivière). Renversant ! Depuis 2014, madame le maire et ses adjoints gèrent la commune.

Aucun dialogue public avec les habitants dont ils discriminent une partie d'entre-eux. Discrimination que l'on peut résumer ainsi : tu n'es pas comme moi parce que j'étais là avant toi. En guise d'ouverture on peut faire mieux. Ils conçoivent leur rôle exclusivement comme un rapport de pouvoir et dans “leur pré carré” municipal. Ils se refusent à voir qu'il y a des intelligences et des bonnes volontés dans leur commune. À l'hiver 2012, c'était avant les élections municipales, ils affirmaient que “les actions doivent être décidées par les élus locaux en concertation avec la population...” Point de concertation publique. Et maintenant madame le maire propose un dialogue à 1000 alors qu'elle a démontré depuis deux ans qu'elle est incapable de le faire avec moins de 400 habitants ! Manège politicien, ouverture-farce. Raison de plus de dire non à cette démocratie d'apparence qui conduit la commune vers un destin funeste.

Poujadisme

L'ouverture proposée procède d'une recentralisation autoritaire du système délégataire et de l'idée complètement poujadiste qu'il y aurait trop d'institutions, trop d'élus, trop de dépenses publiques, trop de démocratie. Nous, en matière d'ouverture nous portons une grande idée : celle de la coopération car nous savons que tout ne peut être résolu dans les limites d'une commune. Nous sommes partisans d'une proximité ouverte basée sur l'implication citoyenne. Nous pensons que toute modification du cadre démocratique territorial ne peut se faire sans démocratie et doit passer par la validation des habitants concernés. Une fusion c'est une modification fondamentale de l'existant local. J'appelle donc à l'organisation d'un référendum local.

Roger Fidani



Comment réhabiter les centres bourgs ?

Retour sur un travail effectué à l'échelle de 5 petites communes de la Montagne limousine

En 2013, la société coopérative l'Arban, atelier d'urbanisme basé à Faux-la-Montagne, avait engagé avec les élus et les habitants de la commune de Gentioux-Pigerolles un travail sur l'avenir du cœur de bourg. Elle vient de renouveler cet exercice sur les communes de La Villedieu, Faux-la-Montagne, Saint-Marc-à-Loubaud, La Nouaille et Saint-Yrieix-la-Montagne, en s'associant avec le paysagiste Alain Freytet, la graphiste Émilie Lordemus et Télé Millevaches. Retour en texte et illustrations sur ce travail de 2 ans.

Début 2014, la commune de Faux-la-Montagne, encouragée par la Caisse des dépôts, décide d'élargir le travail d'urbanisme réalisé sur l'écoquartier en s'inspirant de l'étude-action menée à Gentioux. Avec une question centrale : comment réhabiter les centres bourgs et remobiliser l'habitat vacant ? Car ici, comme souvent en moyenne montagne, la vie a tendance à se retirer des centres, délaissant le bâti ancien pour, au mieux, s'installer en périphérie. À cette question, aucune solution évidente, mais une hypothèse, qui s'est muée au fil du temps en réponse : réoccuper les centres bourgs suppose certes d'agir sur les logements eux-mêmes, mais au moins autant, sinon plus, sur ce qui fait la qualité de la vie dans les bourgs, c'est-à-dire la présence d'espaces de rencontre, de lieux où l'on puisse prendre le temps de se croiser, de discuter, la possibilité de s'arrêter ou de cheminer au calme, l'opportunité d'une certaine densité qui soit propice au lien social.

Nous sommes tous des urbanistes en puissance Pour en arriver là, une même méthodologie a été appliquée à chaque bourg, avec un bonheur varié : des entretiens individuels avec des habitants et des usagers du bourg (résidents secondaires, bailleurs sociaux, ...) et des moments collectifs de balades et d'ateliers, en cherchant à favoriser l'expression des besoins des uns et des autres de manière à formuler des hypothèses le plus partagées possible. Ateliers de lecture paysagère, ateliers d'urbanisme, ateliers "projets" se sont enchaînés dans chacune des cinq communes, jusqu'à permettre l'émergence d'orientations générales d'aménagement et l'identification de "lieux de projet" susceptibles de répondre aux attentes identifiées.

Parallèlement, un travail spécifique a permis, en atelier, de faire le point sur l'occupation du bâti en centre-bourg, avant qu'une analyse plus fine (sur Faux-la-Montagne) n'aboutisse à des préconisations stratégiques quant au devenir des maisons vacantes. Rien d'original à première vue en terme méthodologique. Si ce n'est que ces phases ont largement fait appel à la participation des habitants, premiers "experts" en terme d'usage de leurs lieux de vie. Pour cela, adieu savant jargon ! Il est au contraire nécessaire de privilégier des outils appropriables par le plus grand nombre, et surtout de les diversifier puisque tout le monde n'a pas la même manière d'imaginer et d'expliquer ! C'est ainsi qu'ont été installés systématiquement des temps de discussion et d'échange à bâtons rompus, sur le "terrain" en balade ou à l'occasion d'un repas partagé, et que les outils utilisés ont été les plus variés possibles : croquis, plans, photos, films, analyse de cartes postales et photos anciennes, mise en situation et en espace.

Quatre principes pour l'action A l'issue de ces ateliers, émergent des récurrences fortes, liées à l'homogénéité du territoire concerné et à la similitude des problématiques rencontrées par toutes les petites communes rurales de moyenne montagne (en gros, traiter les conséquences de la faible densité et de l'éloignement des pôles urbains). Ce sont ces récurrences, traduites dans des schémas d'intentions, qui pourraient alimenter une politique publique de l'habiter en milieu rural.

Travailler la qualité du lien entre espaces bâtis et espaces naturels Les ateliers de lecture paysagère ont été l'occasion de mettre en exergue un élément de qualité que l'on retrouve dans la plupart des bourgs : la pénétration d'espaces naturels au plus près du bourg historique et la qualité globale du lien entre espace bâti et



La Villedieu : conserver absolument la qualité de la lisière entre le bourg ancien et le “grand pré”

espace naturel qui en résulte. Pour préserver cette qualité, il est essentiel d'identifier les fronts bâtis à respecter scrupuleusement et de les distinguer des espaces qui pourraient être urbanisés sans contrevenir à la logique générale d'implantation du bourg.

Créer ou conforter des espaces de sociabilité et de service “Avec le café, c'était vivant. Du jour où il a fermé ... ça c'est perdu. Maintenant, c'est mort, mort, mort !” Déclin des activités commerciales et de services, fermeture des cafés, ... Il n'est pas un bourg où la disparition des lieux de sociabilité n'ait été évoquée. S'il est illusoire dans la plupart des cas de penser réactiver un passé qui n'est plus, ce n'est pas

pour autant qu'il n'y a plus rien à faire. Plusieurs projets germent d'ailleurs, qui tentent d'associer de manière originale activités commerciales et activités d'animations, de façon à se rencontrer, discuter, se connaître. L'exemple de La Renouée à Gentioux, lieu hybride proposant du logement, un espace commercial dédié aux produits locaux, un espace d'animation, un espace de travail partagé et des locaux de service fait ici figure d'exemple : “Organiser un marché d'hiver, un endroit comme La Renouée, où on est au chaud, où on rencontre les producteurs, un lieu interface. Quelque chose qui ne fonctionne pas en vase clos. On serait assez nombreux, y compris parmi les anciens, à préférer l'achat local, mais à un coût abordable !”.



La Renouée, un espace multi-fonctions géré par l'association La Bascule



Saint Yrieix la Montagne, retrouver des raisons de fréquenter le bourg en ouvrant un lieu de commerce et d’animation

Réinvestir les espaces publics

“Les places sont devenues des routes“, “Quel statut pour les petites ruelles ? La ruelle à côté de la pharmacie, il y a un truc qui pourrait se jouer si on interdisait le passage aux voitures.“

Ces citations, qui toutes se rejoignent pour déplorer que la voiture se soit immiscée dans la quasi-totalité des espaces publics, pourraient être multipliées à l’envi.

Si la voiture, indispensable en zone rurale peu dense, ne disparaîtra pas de sitôt, cela témoigne en tout cas d’un souhait commun de mieux partager l’espace entre automobile et piéton et de retrouver des endroits où l’on puisse s’arrêter, papoter, faire son marché, où les enfants puissent jouer tranquillement ...

Faciliter les liaisons pédestres dans et autour des bourgs

”Beaucoup de chemins ont été accaparés, fermés.” Ce témoignage illustre la rupture d’un lien historique : celui des bourgs avec leur campagne. Remembrement, clôture des prairies, l’évolution des pratiques agricoles a marqué l’espace et hâté la disparition des ”chemins à talons”.

Aujourd’hui, l’enjeu est de retrouver ce lien, de permettre à chacun de sortir de chez soi et de profiter des environs pour de petites boucles de promenades.

Cette intention peut paraître incongrue dans un contexte rural marqué par l’omniprésence de la nature. Mais la morphologie des bourgs ruraux, composés d’un bâti souvent mitoyen présentant peu d’espaces extérieurs privatifs, conduit à une densité d’occupation forte, qui façonne une ambiance dans laquelle il n’est finalement pas si surprenant de rechercher un contact avec la nature : “Il n’y a pas de vert dans Faux. La petite dépression derrière l’église, il y a là un potentiel très chouette. Mais ce n’est pas accessible ...“

Soutenir l’animation et la vie sociale

Au-delà de la prise en compte de ces quatre thèmes qui conditionnent “l’habitabilité“ des bourgs ruraux, c’est la nature même des politiques publiques tournées vers la revitalisation des bourgs qui est questionnée.

“Dans une commune, il y a deux points essentiels : la propreté et l’animation [...] Moi je préfère l’animation et les commerces. Qu’est-ce qui fait vivre ? L’animation !“. Ces propos d’une habitante rejoignent étroitement les conclusions du travail réalisé, qui invite les élus à relativiser l’importance des questions d’aménagement comme facteur en soi d’attractivité, au profit de politiques de soutien à l’animation et la vie sociale. Et plus particulièrement

de politiques ouvertes à l’innovation sociale et économique, reconnaissant des modes d’organisation hybrides, à la croisée d’une économie marchande et d’une économie de service. Car à l’heure où la faible densité de population condamne économiquement la plupart des petites structures mono-actives (épicerie, bar, ...), il s’agit bien de permettre l’émergence d’une nouvelle économie de la pluri-activité, adaptée aux contraintes d’un milieu rural de moyenne montagne. Tout comme il s’agit de permettre des formes d’organisation inhabituelles dans le champ économique (associations, sociétés coopératives d’intérêt collectif, ...), mais capables de s’appuyer sur la mobilisation d’habitants et d’acteurs locaux fédérés autour d’un projet commun (La Renouée à Gentioux, le Constance Social Club à Faux la Montagne, ...).

Adapter les politiques du logement aux réalités locales
Cette nécessité de réfléchir à des politiques favorisant le bien-vivre dans les bourgs n’interdit pas de s’attacher à la mise en œuvre de politiques directement dédiées à la mobilisation du logement. Mais, à nouveau, est posée la question de l’évolution de ces politiques et de leur adaptation aux particularités du territoire.

Les logements anciens de centre-bourg présentent en effet des caractéristiques qui compliquent leur ré-utilisation :

- manque de luminosité, faible isolation engendrant des coûts de remise à niveau importants,
- manque d’espaces extérieurs privatifs ou semi-privatifs,
- présence ponctuelle de très grands volumes correspondant autrefois à des maisons bourgeoises ou des hôtels, relativement difficiles à réinvestir.

Et là encore, seules des innovations fortes dans la manière d’appréhender ce bâti et dans les façons de faire laissent entrevoir des possibilités de remise à niveau :

- * soutien à des formes d’accès collectif au logement (habitat groupé, participatif, coopératif) pour ré-investir certains grands bâtiments,
- * soutien à l’auto-réhabilitation, pour peu qu’elle soit accompagnée par des professionnels garants de la qualité des travaux réalisés, pour rendre financièrement réalisable des opérations,
- * développement du financement par les habitants eux-mêmes des projets intégrant une dimension d’utilité sociale (commerces, lieux d’animation) en s’appuyant sur des outils comme les fonds de dotation (voir l’article sur le financement de La Renouée à Gentioux dans IPNS n° 51).

Stéphane Grasser

L’Arban : un outil au service du territoire

L’Arban a déjà réalisé des études d’urbanisme avec les habitants pour imaginer l’avenir de leur bourg dans plusieurs autres communes de la Montagne. La société qui a ainsi un solide bagage en la matière peut mettre ses compétences au service d’autres communes qui souhaitent travailler sur ces questions. Comment mieux aménager notre bourg ? Que faire de ce bâtiment ancien en déshérence depuis des années ? Où implanter de nouveaux logements ou un écoquartier ? Comment faire en sorte que nos choix d’urbanisme d’aujourd’hui ne soient pas handicapants pour un développement de notre bourg demain ? Comment associer la population à ce travail et donner ainsi plus de légitimité aux décisions des élus municipaux ?

Contact : Stéphane Grasser
au 05 55 64 58 29
Site : www.l-arban.fr



La Villedieu : redimensionner la place pour réduire l’emprise de la voiture

La Villedieu : créer de la centralité, créer des motifs de rencontre

Les ateliers menés sur La Villedieu ont permis de faire émerger trois lieux et trois thèmes de projet prioritaires : le réaménagement de la place de la Poste, le réaménagement de la place de l’église et la plantation d’un verger collectif en lien avec la création d’une boucle de promenade à proximité du bourg.

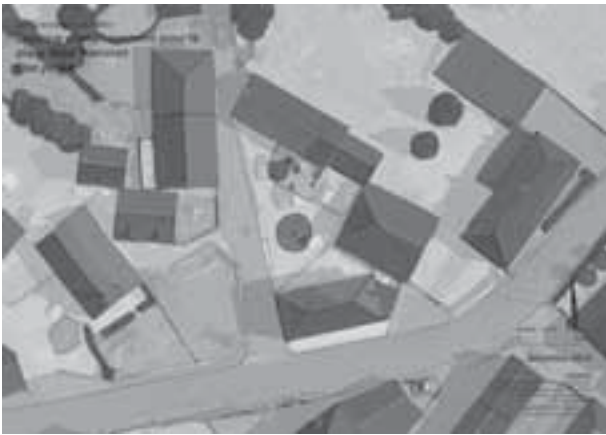
Zoom sur le réaménagement de la place de la Poste : créer une vraie place au cœur du bourg

Définition des usages
Une place pour répondre à plusieurs usages :
* s’arrêter, échanger dans un environnement agréable,
* offrir aux locataires résidant dans les logements proches un espace extérieur utilisable à leur guise,
* conserver un accès automobile pour l’agence postale.

Le stationnement est reporté à proximité, sur le "champs des Ors".

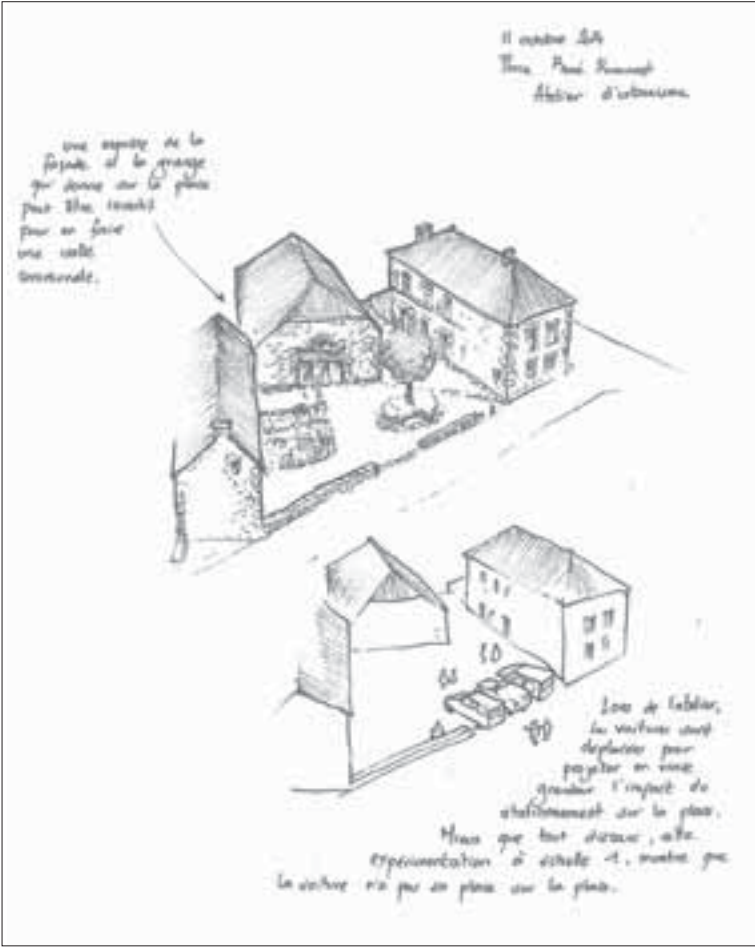
La présence d’un ancien chais, dont une façade donne sur la place, permet d’imaginer des usages collectifs, en prise avec l’espace public ("salle des fêtes" ...).

Esquisses ...



Croquis

Simuler l’emplacement de l’arbre ...



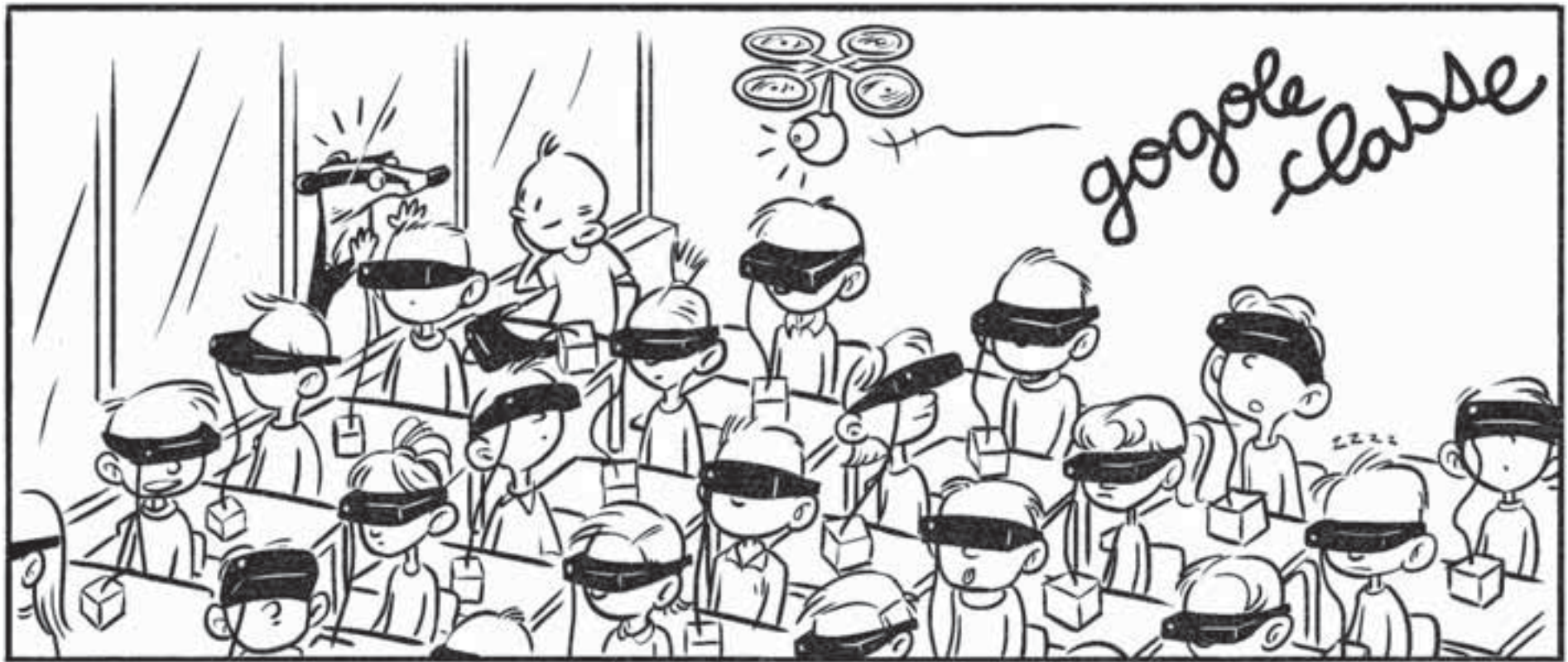
Faux la Montagne : requalifier les espaces publics , conforter l’armature de services (schéma d’intentions et lieux de projet



À quelle sauce les écoles rurales risquent-elles d’être mangées ?

Que cache le “protocole” ?

En juin dernier a été signé entre le préfet, les services de l’Éducation nationale et l’AMAC 23 (Association des maires et adjoints de Creuse) le “Protocole d’accord pour un schéma triennal d’évolution de l’offre scolaire dans le département de la Creuse”. Cette dénomination à rallonge désigne un texte plutôt opaque, dont la lecture et la compréhension sont rendues ardues par une accumulation de termes spécialisés, d’abréviations non expliquées, et une présentation partielle de données pour le moins contestable. Il nous semble donc impératif, étant donné, vous allez le comprendre, l’importance capitale de ce document, que celui-ci soit rendu plus lisible et que ses failles, inexactitudes, partis pris mal dissimulés, soient mis au jour afin que chacun d’entre nous puisse le comprendre et réaliser à quelle sauce les écoles rurales sont en passe d’être mangées si personne ne réagit.



Le premier tour de passe-passe de ce texte réside dans le fait qu’il se définit, au travers de formulations habilement tournées, comme garant du maintien de l’emploi dans les écoles rurales et de conditions d’enseignement et d’apprentissage optimales. Si on y regarde d’un peu plus près, c’est malheureusement l’exact contraire qu’il semble tendre à mettre en place... D’autre part, il serait presque amusant, si le fond de l’histoire n’était si tragique, de constater comment tout le texte se base sur une opposition caricaturale entre, d’un côté, la métropole civilisée fonctionnant sur un modèle citadin tout puissant et, de l’autre, la pauvre petite Creuse, arriérée, en retard, à la traîne socialement, économiquement, scolairement, et qu’il conviendrait, presque par charité, sinon devoir républicain, de ramener dans le rang. Laissons à l’appréciation de ses habitants ce type de jugements...

“Limiter l’éparpillement des petites écoles en milieu rural”
Le texte, respirant la bonne volonté, promeut une “construction de l’école de demain, une école juste pour tous et exigeante pour chacun”, vise une “réduction des inégalités sociales et territoriales”, affirme l’“attachement de la nation au maintien d’une offre pédagogique et éducative de qualité sur les territoires ruraux et de montagne”, témoigne d’une “volonté commune de réorganiser un service public d’éducation de proximité” (jusque-là, on serait bien mal avisé de froncer les sourcils...), pour, enfin, en venir gentiment au fait : “limiter l’éparpillement des petites écoles en milieu rural.”

La Creuse, petite retardataire
La bénéficiaire de cette opération-sauvetage est donc une “région socialement et économiquement peu favorisée, notamment en zone rurale” présentant une “démographie scolaire peu dynamique”. Il est dit aussi que “le contraste marqué entre l’agglomération de Limoges et les territoires ruraux du Limousin justifie une réflexion sur l’utilisation des moyens académiques pour renforcer la qualité de l’enseignement et garantir la réussite de tous les élèves sur l’ensemble de la région”. On verra par la suite que la solution proposée a de quoi laisser

perplexe... S’ensuit toute une batterie de chiffres-clés alignés dans le seul but de démontrer que la Creuse est la petite retardataire du pays, au cas où on en douterait encore. Cette caution pseudo-scientifique nous parle de nombre de professeurs par élèves, d’effectifs en baisse, de taux de charge, de taux de redoublement, mais ne saurait évidemment quantifier la qualité de vie souvent revendiquée par les Creusois, leur attachement à cette “dispersion de l’habitat”, et la clé de voûte que constitue une petite école de village qui évitera aux enfants de compter leurs trajets en heures et, par dessus-tout, leur permettra de se socialiser et d’apprendre dans les conditions calmes de classes à petits effectifs. “Tous les indicateurs (mais quels sont-ils ?) révèlent un accroissement de l’écart entre les données de la Creuse et les valeurs moyennes académiques”. “Cette analyse (pour le moins sommaire !) doit déboucher sur un nouvel aménagement scolaire du territoire, apte à promouvoir une scolarisation de qualité au sein de structures de taille suffisante” et là, on croit rêver, “seules capables de permettre une bonne émulation tant pour les enseignants que pour les élèves”.

Des ordinateurs à la place des professeurs ?
Fondé sur on ne sait quelle information, fleurant le jugement péremptoire qui conclurait une bonne discussion de comptoir, indigne en tout cas d’un document officiel et de la rigueur que l’on est en droit d’en attendre, ce propos frise le mépris, voire l’insulte ! Depuis quand les élèves ont-ils besoin d’être en surnombre pour apprendre correctement ? Et depuis quand les enseignants verraient-ils leur émulation augmentée par la surcharge des classes ? Aussi culottée qu’elle soit, cette assertion (démontable par n’importe quelle étude menée en milieu scolaire) a au moins le mérite de ne plus permettre le doute quant au sort a priori réservé aux petites écoles rurales... S’ensuit un discret mais non moins énigmatique : “Cette démarche doit s’accompagner d’une réflexion sur la place des équipements numériques.” Emballé, c’est pesé ! Nous n’en saurons pas plus. Cela laisserait-il augurer d’un remplacement progressif du corps enseignant par des ordinateurs ?

RPI “concentrés”
Le texte est néanmoins tout à fait clair lorsqu’il aborde le sujet des RPI (Réseaux pédagogiques intercommunaux) déjà existants, dont la vocation serait de se transformer en RPI “concentrés”, une réorganisation qui impliquerait de facto “fermetures de classes” et “fermetures d’écoles”. Voilà ! Autant dire les choses franchement ! La perspective d’“établir un schéma d’aménagement territorial du réseau des écoles publiques de la Creuse sur la période 2015-2017” est ainsi censée prendre “appui sur un diagnostic du territoire partagé par l’ensemble des partenaires du présent protocole”. Or, ne sont pas considérés comme “partenaires” les citoyens lambda. La “consultation” est celle des instances locales (conseils municipaux, conseils communautaires et plus hautes instances...). Il s’avère que nombre de maires ayant voté pour ce protocole se sont sentis, après coup, bernés à cause du manque de clarté du projet, d’autant plus que la réunion donnant lieu au vote semble avoir été un rien précipitée. On imagine des gens bien sûrs d’eux, pour pratiquer ce type de méthode... En outre, moins de 20% des maires creusois étaient présents lors de ce vote... Et l’information transmise par les médias locaux n’a pas semblé bien poussée (Cf. *La Montagne* du 12 juin 2015 qui parle d’un “débat houleux” sans préciser quoi que ce soit d’autre...).



Consultation ? et bien, allons-y !
Les choses étant claires à ce stade du texte, les signataires se voient enjoins à “favoriser la démarche définie par un accompagnement et une communication adaptés aux diverses situations identifiées.” En l'occurrence, la communication la plus adaptée aura été une quasi-absence de communication... Le texte termine en stipulant que les partenaires signataires prennent l'engagement d’ “identifier après concertation (...) les zones entrant dans le processus de restructuration.” Enfin, cerise sur le gâteau, des phrases à sens tellement large qu’il en devient interprétable à l’infini, “le suivi du protocole est réalisé à partir d’indicateurs pertinents compte tenu des objectifs portés par le projet académique” et, signe qu’il ne faut pas baisser les bras, “une évaluation finale sera effectuée avant la sortie de la contractualisation.” Il ne s’agit pas d’une loi, mais d’une CONSULTATION !
Donnons donc notre avis, faisons impérativement remonter nos réactions à nos maires, et rendons ce document le plus public possible ! Nous ne pouvons nous permettre d’avaloir de telles couleuvres quand le bien-être des enfants est ainsi remis en cause !

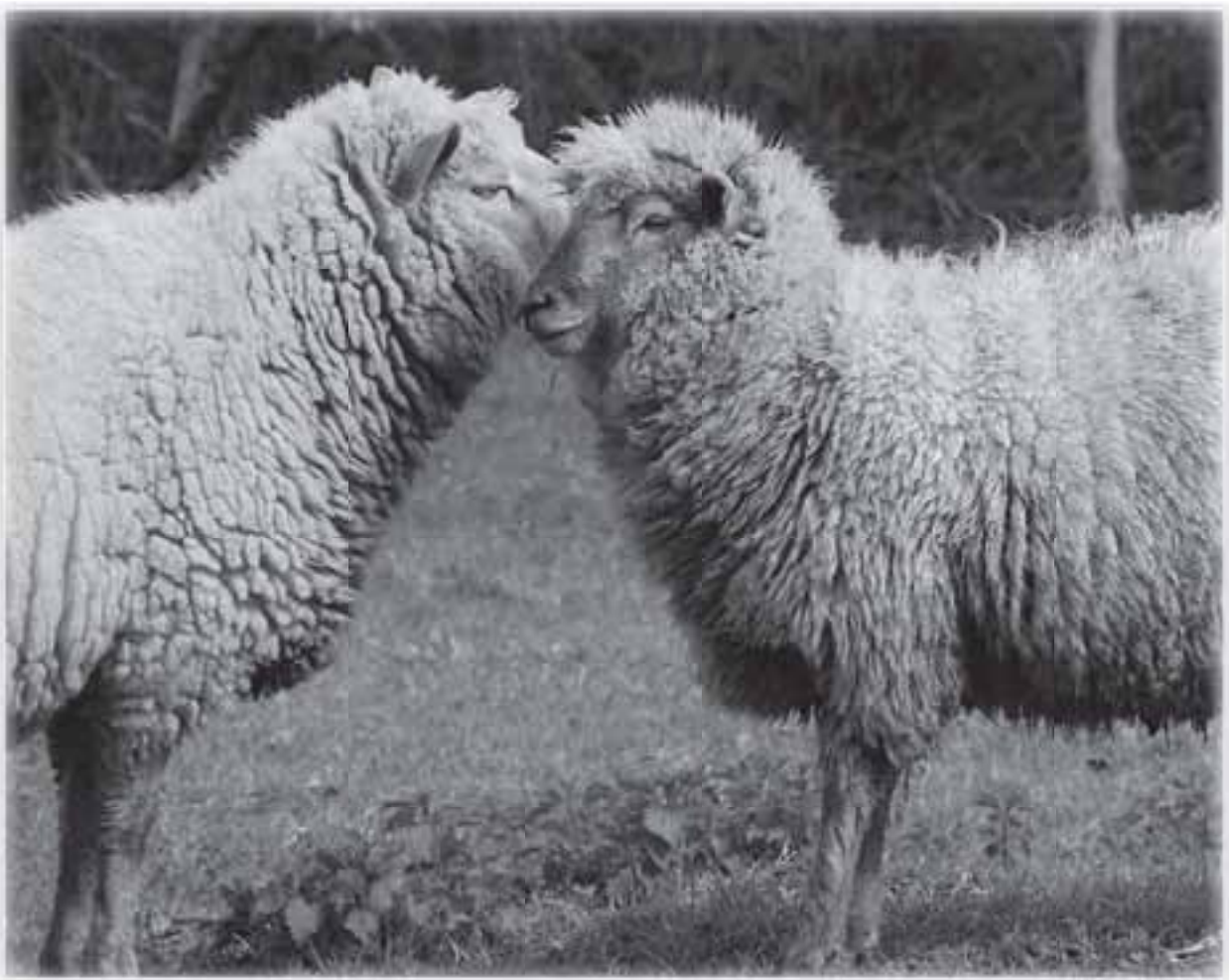
Faisons barrage à cette politique de la dissimulation qui tente de faire passer en douce un projet fondamentalement inadapté à notre région !

*Thibault Brédier, Jean Baptiste Pareyt et
Aurélié Pawlowski,
représentants des parents d'élèves de
Royère-de-Vassivière*

*En savoir plus :
Pour lire le protocole, utilisez ce lien internet :
<http://bit.ly/1L3gxOB>*

En Corrèze aussi...

Le 15 Décembre 2015, l'inspecteur d'Académie de la Corrèze a présenté au conseil d'administration de l'Association des maires de la Corrèze un protocole dit “Convention ruralité”. Le Syndicat national unitaire des instituteurs, professeurs des écoles, professeurs de collège - Fédération syndicale unitaire (SNUipp-FSU) a alerté les maires après avoir pris connaissance du diaporama de présentation de ce protocole qui affirme de manière provocante que le département de la Corrèze serait en situation d'excédent d'emplois d'enseignants ! Lors de sa présentation, l'inspecteur d'Académie a d'ailleurs précisé que la signature de ce protocole ne permettrait pas de préserver les moyens enseignants existants. Ce protocole préconise une diminution du nombre d'écoles, donc par voie de conséquence l'accélération de la désertification des communes rurales (à ce jour, 40 % des communes corréziennes n'ont pas d'école). Comme en Creuse il aboutira à une concentration des élèves sur des écoles de bourg sous forme de RPI concentrés.



Le Pôle Viandes Locales : un bel outil au service du territoire

Une cinquantaine de paysans de la Montagne limousine, organisés en circuit court et local, se sont regroupés pour mutualiser sur un même site tous les équipements utiles à la valorisation de leurs produits et permettant de s’affranchir des intermédiaires. Sélectionné au niveau national comme “Projet Industriel d’Avenir” par la Caisse des dépôts et consignations, le Pôle Viandes Locales a développé des procédés innovants sur le bien-être animal, la recherche qualitative et un centre pédagogique inédit.

Le Pôle Viandes Locales est une plate-forme de services de 1000 m², comprenant l’abattage, la maturation, la découpe, la transformation froide et chaude en plats préparés de la viande (multi-espèces), le stockage en surgélation et l’expédition. Spécifiquement pensé pour produire de la qualité, le rythme et le respect de l’environnement de l’animal et des consommateurs sont remis au coeur de cet outil à taille humaine. Les activités du Pôle Viandes Locales se répartiront donc selon 15 % pour l’abattage, 40 % pour la découpe, 40 % pour la transformation et 5 % pour les stocks et les expéditions.

Un homme, une voix

Ainsi, malgré les lobbies et avec le soutien des acteurs du territoire, la construction du Pôle Viandes Locales se fera sur la zone artisanale de Langladure (commune de Masbaraud-Mérignat), à proximité de Bourgneuf, avec un début de travaux prévu début 2016. Une société par actions simplifiées a été créée en juillet 2014, une entreprise reconnue d’ “Économie sociale et solidaire”. Un soin important a été apporté à la gouvernance de la société, pour respecter des mécanismes démocratiques ouverts favorisant implication, action collective, efficacité dans la gestion quotidienne de l’outil. Ainsi, toutes les décisions sont prises selon le principe égalitaire de “un homme, une voix “. Des clauses de limitation des écarts de revenus au sein du personnel, de protection des minorités entre autres ont été adoptées par les éleveurs fondateurs. Ce dispositif performant ne se positionne pas comme un concurrent des abattoirs traditionnels, mais bien comme un outil local moderne, favorisant les circuits courts et la mutualisation.

Un centre d’interprétation sur la viande

Un centre pédagogique est annexé au site productif afin de promouvoir la filière courte et locale et la lutte contre le gaspillage alimentaire. Ouverts à tous, habitants, touristes, scolaires, ce centre

servira aussi de boutique et de salle de formation. Il sera la vitrine de la filière courte et locale “viande”, des éleveurs et des produits.

Vous pouvez devenir un consomm’acteur du Pôle Viandes Locales, si vous voulez redonner du sens à votre consommation, à ce qui vous unit à votre terroir. Il suffit de rejoindre la plateforme participative des citoyens en vous inscrivant par courriel à : ca@poleviandeslocales.fr, ou par courrier à Pôle Viandes Locales, avenue Émile de Girardin, 23400 Bourgneuf.

On peut encore s’associer

Afin de continuer son développement, la SAS - Pôle Viandes Locales procède actuellement à une augmentation de son capital social. 90 actions, correspondant à 45 jours d’utilisation du pôle sont mises en vente. Une action permet l’usage du pôle pendant une demi-journée avec 3 bouchers à sa disposition soit 10h30 de travail. Pendant ce temps, il est possible d’utiliser tout ou partie des nombreuses compétences du pôle (découpe ou encore transformation). Il n’est pas besoin d’être éleveur pour être actionnaire et pouvoir utiliser le pôle. Des bouchers, des restaurateurs, des traiteurs y ont aussi leur place, bénéficiant ainsi de services de qualité, d’accès à des salles de transformations chaudes ou froides, regroupés en un même lieu. Outil privé, financé principalement par ses utilisateurs, l’accès au pôle est réservé à ses actionnaires.

L’ouverture est prévue début 2017.

*Pour en savoir plus : www.poleviandeslocales.fr
Contact : Guillaume Betton (PDG) au
06.30.67.08.73
Eric Cottineau (Chargé de communication) au
06.14.24.39.67*

Une ruche bourdonnante, la “Maison Pleins Chants” à Limoges

Dans le numéro 53 d'IPNS, Jean François Pressicaud avait fustigé les positions de la Fédération de la Creuse de la Libre Pensée dans le cadre de la préparation de la manifestation du 11 novembre 2015 à Gentioux et l'auteur de l'article avait émis plus généralement des critiques et caractérisations sur les positions et les activités de la Libre Pensée. Jean Paul Gady, membre de la Fédération de la Libre Pensée de la Haute-Vienne, avait réagi à cet article en estimant que des affirmations étaient erronées ou injustifiées, et ne pouvaient en tout cas pas être appliquées à la LP 87. Pour en débattre, Jean-François Pressicaud a été reçu à Limoges par les membres du bureau départemental. Un dialogue constructif et enrichissant permettant de préciser les points d'accord et de divergence s'est noué et il a été convenu que, pour illustrer la très riche activité de la LP 87 l'article ci-dessous, présentant la maison associative de la rue Champlain, rédigé par Jean-Paul Gady, serait publié par IPNS.

Depuis quelques mois, tout près de la gare de Limoges Bénédictins, une grande bâtisse de 4 étages accueille six associations à vocation d'éducation populaire et sociale. Cette maison avec jardins au 61 de la rue Champlain provient d'un legs d'un libre penseur limougeaud, Axel Jouhaud, à l'association Entraide et Solidarité des libres penseurs de France qui a décidé d'en faire un lieu partagé et auto administré par des associations haut-viennoises et limousines qui ont en commun des principes de solidarité, de fraternité, d'entraide et de laïcité.

Les locaux vastes et accueillants, réhabilités pendant des mois par des équipes militantes de bénévoles, comportent des bureaux, des salles de réunions et de répétitions de chorales.

S'y côtoient les Amis de Louise, Ateneo Republicano du Limousin, Entraide et Solidarité, la Libre Pensée 87, le Planning Familial 87 et le Secours Populaire 87.



Le Secours Populaire 87, œuvre en faveur des victimes de la pauvreté, de la précarité et de l'exclusion sociale. Il rassemble des personnes sur des valeurs humanistes et de solidarité communes. Depuis 3 ans et avec l'aide du conseil départemental,

il est porteur dans les jardins de la Maison Pleins Chants d'une réalisation ayant pour nom “Se restaurer aux Coutures”. Il s'agit de faire découvrir et pratiquer le jardinage à raison de 2 fois par semaine entre mars et octobre à des personnes de la cité des Coutures toute proche, sous forme d'ateliers d'insertion et qu'elles profitent ainsi des légumes récoltés.

Pour contacter le Secours populaire 87 :
6 rue Fulton – 87280 Limoges 05 55 04 20 00.

Le Planning Familial

87 est une association militante qui défend les valeurs du féminisme et de l'éducation populaire. Il prend en compte toutes les sexualités, défend le droit à la contraception, à l'avortement libre et gratuit; le droit de s'éduquer à la sexualité. Il combat toutes formes de violences, lutte contre le SIDA et les IST, contre toutes formes de discriminations et inégalités sociales.

Partie prenante du collectif 8 mars, il a participé aux 12 jours de mobilisation sur le thème “Femmes en lutte ici et ailleurs”.

Le 5 mars il inaugurait ses locaux de la Maison Pleins Chants ; occasion pour chacun-e de découvrir l'association et pourquoi pas de la rejoindre.

Pour contacter le Planning Familial 87 :facebook, 06 44 96 43 86, planningfamilial87@gmail.com



limousines, jugées manifestations culturelles par le Conseil d'Etat. Un colloque international s'est tenu à Limoges les 4 et 5 mars traitant de l'emprise des religions dans l'espace public.

La LP est aussi pacifiste. Elle lutte pour la réhabilitation des fusillés pour l'exemple, exigence partagée par 20 communes de Haute-Vienne ayant pris des délibérations en ce sens. Elle est aussi sociale et agit pour refuser toute exploitation économique qui, comme l'oppression politique et religieuse, ne vise qu'à assujettir l'individu au détriment de ses droits légitimes. Elle a pris récemment des initiatives de soutien au poète Ashraf Fayad condamné à mort pour apostasie en Arabie saoudite. Elle manifeste pour la levée de l'état d'urgence.

Pour contacter la LP87 : librepensee87@yahoo.fr
librepensee87.over-blog.com

Les Amis de Louise

regroupe une vingtaine de choristes et musiciens amateurs qui répètent à la Maison Pleins Chants le dimanche matin et donnent des spectacles d'œuvres historiques ou contemporaines provenant du mouvement social, populaire, républicain et ouvrier promouvant la paix, la science, la raison, l'internationalisme et l'émancipation humaine et se prononçant contre le militarisme et le racisme. En 2 ans, ils ont donné 25 représentations avec “La Commune de Paris” et “Hommage à Jean Jaurès le Pacifiste”. Elle prépare un troisième spectacle intitulé “1936” pour fin 2016.

Pour contacter les Amis de Louise : 14 rue Martial Chaput, 87000 Limoges, 06 73 95 60 25



de l'histoire contemporaine.

Ses objectifs sont :

- faire connaître l'œuvre et les valeurs de la 11^{ème} République espagnole, l'exil et l'engagement des républicains dans la résistance française
- combler les lacunes et dénoncer les falsifications de l'histoire.

Elle organise à Limoges, en mars-avril, un colloque annuel avec la participation d'universitaires français et espagnols sur ces thèmes.

De même, chaque 20 novembre (date de la mort du dictateur Franco), elle demande que soient reconnus et jugés les crimes du franquisme.

Enfin, elle contribue à faire connaître les traditions et la culture espagnoles dans notre région, c'est ainsi qu'elle anime également une chorale qui répète aussi à la Maison Pleins Chants.

Pour les contacter : 07 86 48 26 51 - ateneorepublicanolimousin@gmail.com

Entraide et Solidarité

propriétaire de la Maison Pleins Chants est une association de bienfaisance habilitée à recevoir des dons et des legs. Elle est en quelque sorte la mutuelle des libres penseurs. Elle vient en aide à ceux qui sont dans le besoin pour des raisons brutales ou par suite d'une baisse continue de leurs revenus (prêts, dons, aides diverses, informations sur leurs droits, etc.). Elle agit aussi sur le terrain de l'aide à l'international en apportant son aide à des projets sociaux auprès de villages en Inde et au Sénégal. Enfin, elle s'honore d'avoir permis la réalisation du projet inter-associations dans la Maison Pleins Chants qui est devenue depuis 6 mois une ruche bourdonnante et foisonnante d'initiatives solidaires.

Pour contacter Entraide et Solidarité : 61 rue Champlain, 87000 Limoges, 01 46 34 21 50

Jean-Paul Gady
Administrateur d'Entraide et Solidarité,
Libre penseur



La Libre Pensée 87 mène des actions visant au respect de la liberté de conscience et la laïcité institutionnelle. Des arrêts obtenus en 2009, 2010 et 2013 ont rendu illégaux les financements publics des ostensions



Ateneo Republicano

du Limousin est une association culturelle et mémorielle qui regroupe les témoins et les descendants des républicains espagnols exilés en France à la fin de la guerre civile ainsi que ceux qui s'intéressent à cette période

La Filoche : une centrale d'achat pas tout-à-fait comme les autres

Vieillesse de la population, éloignement des centres vitaux, magasins raréfiés : autant de raisons de s'organiser pour faire ses courses. Et tant qu'à faire, aller plus loin : faire du simple acte d'achat un facteur de rencontres en privilégiant le circuit court et la qualité.

Un long chemin de réflexion
Cette centrale s'est créée en 2004 et a évolué au fur et à mesure des difficultés rencontrées et des idées émergentes. Aujourd'hui elle fonctionne autour de quelques principes : un nombre de foyers limité pour favoriser l'interconnaissance - au-delà de 17 familles l'essaimage est prescrit - achats auprès de producteurs locaux, gestion assistée par une application informatique pratique et simple d'utilisation, auto organisation des groupes qui signent cependant un pacte d'engagement avec l'association d'origine. Si la construction a été émaillée de problèmes divers et variés, le système a maintenant fait ses preuves et s'avère un outil d'intégration sociale pertinent.

Côté consommateurs :
un système rodé

La procédure est simple : création d'une association fille qui permet l'accès à l'outil informatique et implique l'adhésion à l'association mère. L'organisation interne est laissée à la discrétion des participants. Les membres proposent des producteurs locaux

(mais pas seulement) et les inscrivent sur le serveur. Chacun peut alors commander selon ses besoins. Périodiquement, les commandes sont compilées et transmises aux producteurs. Les données saisies sont archivées, les acheteurs ont donc la possibilité d'extraire des statistiques sur leurs habitudes d'achats (fréquence, volume...) et d'avoir une vision claire de leur consommation, individuellement ou collectivement. Cet outil simplifie grandement la gestion des commandes, il suffit d'une réunion en petit comité pour les valider. Les livraisons sont, quant à elles, l'occasion de passer un moment convivial, le nombre restreint de participants évite en effet que la répartition des marchandises ne devienne un casse-tête.

Côté producteurs :
un développement à venir

La Filoche s'est aussi penchée sur les soucis des producteurs : comment mieux s'organiser pour les livraisons qui sont gourmandes en temps et en frais de déplacements. Elle leur propose donc de profiter du même outil informatique pour, d'une part mieux

gérer collectivement leurs livraisons et, d'autre part, exploiter la fonction statistique pour une meilleure vision de leur activité. Des producteurs voisins peuvent ainsi décider de livrer à tour de rôle sur un point de vente commun plutôt que chacun de son côté, ou encore coordonner leurs ventes en complémentarité.

Un essaimage tranquille

Actuellement la Filoche est présente dans la Drôme, dans le Cantal et en Limousin à Chamberet et à Objat. Elle s'adresse avant tout aux habitants de zones rurales qui désirent sortir des circuits de consommation conventionnels et accéder à une alimentation saine tout en favorisant l'économie locale. Quelques familles, voisins, amis suffisent pour lancer la dynamique. Les fondateurs, de Chamberet, sont prêts à se déplacer pour présenter en détail leur propre fonctionnement et l'outil informatique qu'ils mettent à disposition gratuitement à toute association adhérente. L'idée et les moyens sont là, à nous de nous en emparer.

Contact : Christian 06 89 92 12 33

L'association de soins intercommunale

L'association a été fondée sur le plateau de Millevaches en 2014, à l'issue de rencontres régulières autour des questions relatives aux soins. Il s'agit de penser ce que serait une pratique du soin la moins aliénante ou dépendante des structures hospitalières de toute façon relativement éloignées de ce territoire.

Tout cela, comme vous vous en doutez, n'est pas une mince affaire. Nous avançons donc doucement mais sûrement. C'est dans ce contexte que le pari de l'ambulance a été lancé. Vous pourrez désormais apercevoir les discrètes rayures oranges fluo d'une ancienne ambulance luxembourgeoise en diverses occasions, acquise en février 2015 pour servir de poste de secours mobile. C'est une expérience qui débute, aussi nous espérons son appropriation collective. La voici prête à servir lors de chantiers collectifs, séminaires, manifestations sur le plateau comme ailleurs. L'association fonctionne grâce aux dons, coups de main, et participation. L'accès aux soins le plus facilement possible est une des perspectives de cette initiative. Elle regroupe des secouristes, des personnes intéressées par la question de la santé, professionnels ou non. Elle est vouée aussi à servir pour des formations de premiers secours et de partage de savoirs. Des formations seront prévues dans l'année sur le plateau de Millevaches. Nous pouvons aussi répondre à des demandes spécifiques de collectifs qui aimeraient en profiter que ce soit pour se former ou pour avoir la présence d'un poste de secours



Poste de secours-Week end du 25 Octobre à Pont de Buis, manifestation contre une usine d'armement.

équipé lors d'un chantier ou autre. Comme dans beaucoup de domaines, nous avons besoin parmi nous de gens qui se plongent plus profondément que d'autres dans un savoir. Mais pour ce qui concerne les premiers secours, il serait souhaitable que nous puissions tous et toutes être capables de réagir au mieux aux situations où nous mettons nos corps en jeu et acquérir quelques bases. Les

gestes qui soignent s'acquièrent avant tout avec l'expérience, alors il faut se lancer. L'importance de mettre à disposition ce genre d'outil va avec celle de se former, ici sur le plateau de Millevaches en particulier, là où la question de l'autonomie et de la réappropriation des techniques et des savoirs touchent un grand nombre de gens. Cela nécessitera aussi une compréhension du système de soins dont on dépend, comme de ce qui sur le plateau s'organise avec notamment le réseau Millesoins, structure de travail commune regroupant différents professionnels de santé. Cela ne surprendra personne de rappeler que le système de santé en France exclut progressivement une partie de sa population et évolue vers une privatisation massive des structures hospitalières. S'organiser en conséquence n'est ni un luxe, ni facile mais augure de nombreuses rencontres avec des professionnels de santé et des initiatives diverses sur le sujet.

Association de soins intercommunale
contact : medecine@riseup.net

Aubusson :
gare à la fermeture !
Alerte à Aubusson : la SNCF souhaite fermer complètement ou partiellement le poste d'accueil-vente de la gare routière malgré les services rendus par son agent aux voyageurs. Une pétition a été lancée pour dire non à cette fermeture : <http://t.co/va4zck1fvd>



Saint-Junien au XXe siècle :
une "République Coopérative" ?
Une table ronde aura lieu le jeudi 24 mars 2016 à 20h au Ciné Bourse de Saint-Junien (Haute-Vienne) sur le thème de la République coopérative. Y seront présentées la notion même de République coopérative (par Jean-François Draperi, spécialiste de la question), Saint-Junien au XXe siècle avec l'Union Syndicale Ouvrière (USO) et même la Montagne limousine d'aujourd'hui !
En savoir plus : site du Pôle international de ressources de Limoges et du Limousin pour l'histoire du monde du travail et de l'économie sociale : <http://www.pr2l.fr>



Ouvriers sur le chantier de la construction de la bourse du travail

Un café citoyen
dans les Combrailles



Pour financer la création d'un café citoyen dans les Combrailles, à Saint-Gervais d'Auvergne, nos voisins du Puy de Dôme ont lancé une campagne de financement participatif avec la NEF. Si vous voulez filer un coup de pouce, c'est ici : <http://bit.ly/1qwza9f>

Mille sources pour “contester, résister et construire” vers un nouveau monde

Francis Juchereau et Christophe Soulié dressent sous ce titre le portrait d’une Montagne limousine alternative dans un article paru dans la revue *Espaces Marx*. Un regard positif sur ce qu’ils appellent un “laboratoire d’une révolution possible”. Carrément !

Le nouveau cycle de vie de ce territoire trouve ses origines dans les années 1970 au cœur du Plateau de Millevaches, dans une poignée de communes rurales mitoyennes, aux limites de la Creuse et de la Corrèze. A cette époque, la conquête par Chirac de la partie corrézienne (méridionale et centrale) du Plateau, aux dépens du PCF, est alors achevée. A l’extrémité nord de la Corrèze, deux communes ont résisté aux sirènes de la “chiraquie” : Tarnac et Peyrelevade.

Des acteurs locaux s’impliquent

De cet espace ont émergé trois personnalités qui vont prendre des mandats électifs et vont défendre une vision du territoire basée sur l’accueil de nouvelles populations : François Chatoux, Bernard Coutaud et Pierre Desrozier. L’un vient du maoïsme, l’autre est au Parti socialiste et le troisième de la mouvance occitane (Volem Viure Al País). Ils sont jeunes et très diplômés, ont envie de travailler ensemble. Ils seront à l’initiative de la création d’une charte intercommunale en 1987. Auparavant ils avaient impulsé la création du Bureau d’accueil de la Montagne limousine (BAM). Un autre personnage est déjà actif sur ce territoire : Charles Rousseau, prêtre de la Mission de France. En 1974, avec des membres de la communauté chrétienne sud-creusoise, il crée l’associa-

tion Les Plateaux limousins et fonde un lieu de rencontre et d’échanges, au Villard, non loin du lac de Vassivière. Pendant huit années s’y déroulera la Fête des Plateaux qui se déclinera à chaque fois sur un thème différent, en lien avec les grandes problématiques de ce territoire. Cette conjonction de personnalités engagées crée loca-



lement un contexte favorable à l’installation du groupe qui va fonder la société Ambiance Bois.

Le noyau dur de l’affirmation “alternative” Des rencontres fortes se sont produites : notamment à Faux-la-Montagne celle de François Chatoux avec les promoteurs d’Ambiance Bois et plus tard à Tarnac, en 2004, celle de Jean Plazanet avec les futurs occu-

pants de la ferme du Goutailloux. Ces maires, parfois conseillers généraux, qui jouent un rôle de leaders locaux, répugnent à l’idéologie du notable traditionnel (paternalisme, clientélisme, prébendes). Avec Peyrelevade, Gentieux et la Villedieu, leurs deux communes forment le noyau dur de cette affirmation “alternative” du Plateau de Millevaches. Ces élus, avec d’autres, continuent à se référer à cette histoire

locale “révolutionnaire”, commune aux gens du cru qui refusent obstinément que le pays devienne un mouroir et sont amenés, sans doute par rapport à leurs histoires et à leurs rêves, à faciliter des installations.

L’intégralité de l’article se trouve dans la revue Espaces Marx, n°35, 2e semestre 2014 – 1er semestre 2015.

Vitalité politique en rase campagne

Signalons également la sortie en librairie le 3 décembre 2015, du n° 84 de la revue *Mouvements* consacré aux mouvements politiques et sociaux qui font du monde rural un monde vivant et inventif. Le politologue Mathieu Gervais, observant les luttes de Notre-Dame des Landes, Sivens ou du Larzac, pose la question : et si le rural était lieu d’émergence d’un paradigme militant ? Il propose d’analyser celui-ci comme “décolonial”. Une formule qui n’est pas sans écho à l’analyse portée en 2014 par les “Propositions pour une plateforme de la Montagne limousine”. Parmi les exemples abordés dans ce dossier, Lucie Berthier présente, sous le titre “Vitalité politique sur le plateau de Millevaches”, l’association De fil en réseaux, créée officiellement depuis 11 ans sur le plateau pour accueillir ses nouveaux habitants.

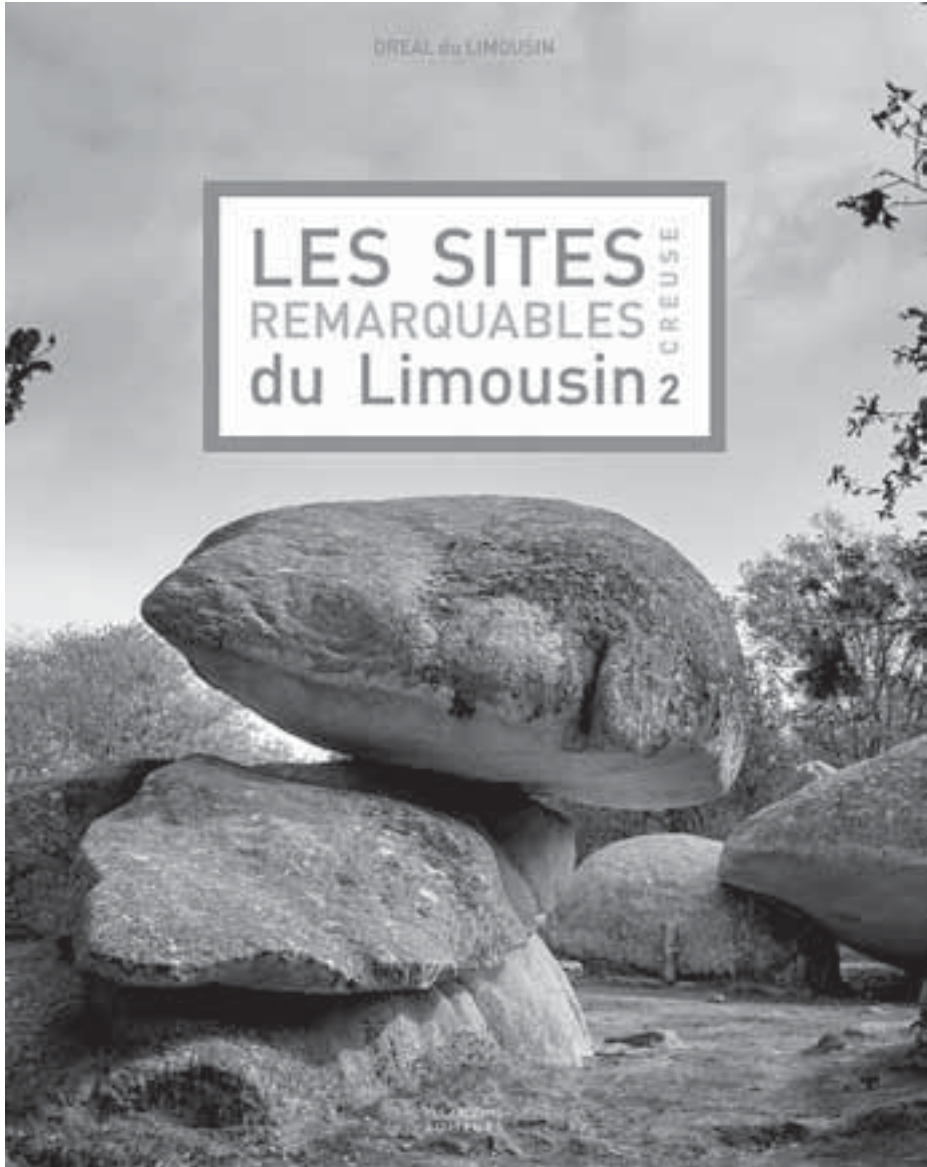


Le Diable en sa rigole est devenu remarquable

Depuis les lois de 1906 et 1930 visant à protéger les « monuments naturels et les sites de caractère artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque », de nombreux espaces naturels ou bâtis ont été identifiés et classés par l’administration afin que leur qualité et leur originalité soient conservées. En Creuse 35 sites ont ainsi été classés ou inscrits entre 1912 et 2008. Ils sont tous présentés en détail (carte, photos et commentaires à l’appui) dans un bel ouvrage qui fait suite à celui consacré aux sites remarquables de Haute-Vienne publié en 2014.

Sur le cours du Taurion, à l’endroit où celui-ci, venant du lac de Lavaud-Gelade, bifurque vers le nord-est pour dessiner un vaste arc de cercle en direction de Bourgneuf, la Rigole du Diable, paysage connu pour son intérêt pittoresque et légendaire, a fait l’objet d’une protection au titre des sites. Cet ensemble englobe un rocher gigantesque source de légendes, dont celle du canal édifié par le diable. Car la rigole du diable ne désignerait pas le cours tumultueux du Taurion mais un légendaire canal construit par les moines qui occupaient l’abbaye de Châtain.

Pour améliorer l’irrigation de leurs cultures, ils s’étaient lancés dans l’édification d’un canal qui devait amener l’eau de Beauvais depuis le moulin de La Planchette au Ramier jusqu’à l’abbaye. Mais ils avaient sous-estimé l’ampleur de la tâche... Alors qu’ils étaient sur le point d’abandonner, un vieil abbé décida, à la stupéfaction des autres moines, de solliciter l’aide du Diable, tout en assurant que rien ne leur arriverait. Ce dernier ne se fit pas prier. L’ouvrage ne lui posait aucun problème, il était sûr de le réaliser en une nuit : “Si le canal n’est pas terminé quand le coq chantera, vous ne me devrez rien. Dans le cas contraire, j’emporterai vos âmes.” Marché fut conclu.



À minuit des milliers de diabolins sortirent de terre. À grand fracas, ils pulvérisèrent les roches, qui allèrent encombrer le lit du Taurion. Du haut du plus gros rocher, le Diable dirigeait les travaux. Rapidement, le canal se dessinait. Les moines étaient de plus en plus terrifiés, et pressèrent le vieil abbé d’agir avant qu’il ne soit trop tard.

Tanquillement, celui-ci prit alors un flambeau et l’approcha de la porte d’une armoire. Il avait pris soin au cours de la nuit d’y enfermer un coq. Lorsque la lueur de la flamme passa à travers la serrure, le coq, croyant voir les premières lueurs du soleil, lança son chant.

Le canal n’était pas encore terminé – et ne le fut jamais –, le jour n’était pas encore là, mais le coq avait chanté, le Diable s’était fait rouler. De fureur, il donna un grand coup de talon dans le rocher qui en porte encore la trace, et disparut avec ses diabolins en sifflant de rage.

DREAL du Limousin, Les sites remarquables du Limousin, 2 – Creuse, Les Ardents éditeurs, 2015, 192 pages, 26 €, extrait : pages 145 et 148.

14-18 sur le front du patrimoine

Dans un ouvrage collectif réalisé par une équipe de géographes de l'Université de Limoges, le patrimoine et la mémoire sont étudiés sous l'angle de leur relations avec les démarches de développement local. Parmi les cas étudiés, Julie Grèze, animatrice du Pays d'art et d'histoire de Monts et Barrages, présente comment le centenaire de la Première Guerre mondiale a pu être mis au service d'une valorisation locale du patrimoine de 14-18.

En quoi Monts et Barrages est-il un territoire légitime pour valoriser 14-18 ?

Même en étant éloigné du champ de bataille, le territoire de Monts et Barrages a lui aussi largement éprouvé la guerre. 2 500 de ses soldats ont péri (sur près de 48 000 habitants en 1914) et les familles restées à l'arrière ont dû vivre dans des conditions difficiles et dans l'attente pendant quatre longues années. Les 34 communes composant aujourd'hui le Pays Monts et Barrages constituent un territoire rural représentatif des bouleversements que la guerre a fait subir en général au monde rural en France. La saignée démographique engendrée par le conflit a eu pour conséquence d'accroître un déclin déjà entamé depuis la fin du XIX^e siècle avec la Révolution industrielle, l'exode rural et les mutations agricoles. 14-18 marque clairement la fin d'un monde. Et à l'échelle

de Monts et Barrages, le contraste entre le territoire d'avant 1914 et celui d'aujourd'hui est saisissant. Enfin, la mémoire de 14-18 est encore très présente sur le territoire : dans le paysage avec les monuments aux morts, mais surtout par l'existence de nombreux documents privés de l'époque, en sommeil dans les familles. Ces sources sont d'une grande richesse pour raconter une histoire locale de la guerre. Ce sont les témoins directs d'un territoire et des destins de ses habitants en 1914-1918.

Le rôle du Pays d'art et d'histoire de Monts et Barrages

Alors que l'État présente le moment du Centenaire comme une vaste commémoration de la guerre, le Pays d'art et d'histoire de Monts et Barrages se place dans une perspective de valorisation du patrimoine, à la frontière

entre histoire et mémoire. Il ne s'agit ni de célébrer ni de commémorer 14-18, mais d'assurer une médiation propre à répondre à l'enjeu pédagogique du Centenaire : transmettre une mémoire locale de la Grande Guerre, en s'appuyant pour cela sur des ressources et un patrimoine locaux. Cette transmission correspond aux missions de valorisation du patrimoine habituellement portées par le Pays d'art et d'histoire et s'adresse à des publics-cibles : prioritairement les jeunes et les habitants, mais aussi les touristes. En faisant cet usage du Centenaire et de la mémoire de 14-18, le Pays d'art et d'histoire s'inscrit non pas dans le devoir de mémoire, porté par l'État et la société civile, mais plutôt dans ce que Paul Ricoeur nomme « le travail de mémoire », à savoir une étude de la mémoire locale de 14-18 au service d'une valorisation et d'une médiation elles aussi locales, ayant pour média le patrimoine dans sa diversité.



Julie Grèze : “Le processus de patrimonialisation d'un événement international peut-il permettre de valoriser un territoire rural ? L'exemple du centenaire de la Première Guerre mondiale en Pays Monts et Barrages“, dans Patrimoine, identité et développement territorial, sous la direction d'Edwige Garnier et Frédéric Serre, éditions La Librairie des territoires, 2015, 180 pages, 18 €, extrait : pages 144 et 145.

Retour à la terre : un plateau plus tardif

Dans une somme de près de 500 pages, issue de sa thèse, l'historienne Catherine Rouvière s'intéresse à “l'utopie néo-rurale en Ardèche depuis les années 1960“. Elle y évoque, au sein du grand Sud français, le plateau de Millevaches où le mouvement du “retour à la terre“ a été plus tardif et moins massif.

À l'intérieur de ce Sud, s'établit une hiérarchie des localisations en fonction des possibilités financières des néo-ruraux et de leur date d'arrivée. Les régions aux conditions climatiques et agricoles les plus rudes abritent les populations néo-rurales les plus modestes et les plus tardivement implantées. C'est ainsi que les néo-ruraux du plateau de Millevaches (Creuse) se sont installés majoritairement à cet endroit, non par choix délibéré mais parce que c'était le premier “désert“ qu'ils rencontraient en venant de Paris ou de l'Ouest de la France. Ils n'ont pas poussé plus loin l'aventure, notamment parce que,

ayant largué plus tard les amarres, les places étaient déjà prises plus au Sud. Leur installation a été de moindre ampleur (près de 90 en 1980, surtout à l'Est et au Nord du lac de Vassivière) que dans les Cévennes, l'Ariège, les Alpes du Sud et même le Poitou (notamment les Deux-Sèvres, premier département caprin) ; plus tardive, ne commençant qu'en 1972 au lieu de l'immédiat après-68 (Cévennes, Ariège) ou dès avant 1968 (communauté de Rochebesse à Chanéac en Ardèche, créée en 1967 ; communauté d'objecteurs de conscience en Ariège en 1967). Cela tient d'abord à la situation géographique, à l'écart

des itinéraires et des lieux privilégiés et valorisés de vacances estivales ; puis, au moindre attrait du climat et des paysages que ceux des zones plus méridionales ; enfin, à la moindre désertification qu'en Cévennes ou en Ariège, due à une plus grande facilité de communication (relief moins accidenté) et à la quasi-absence de terres non appropriées.

Catherine Rouvière : Retourner à la terre. L'utopie néo-rurale en Ardèche depuis les années 1960, Presses universitaires de Rennes, 2015, extrait : p. 55.



Ce fichu granit bleu...

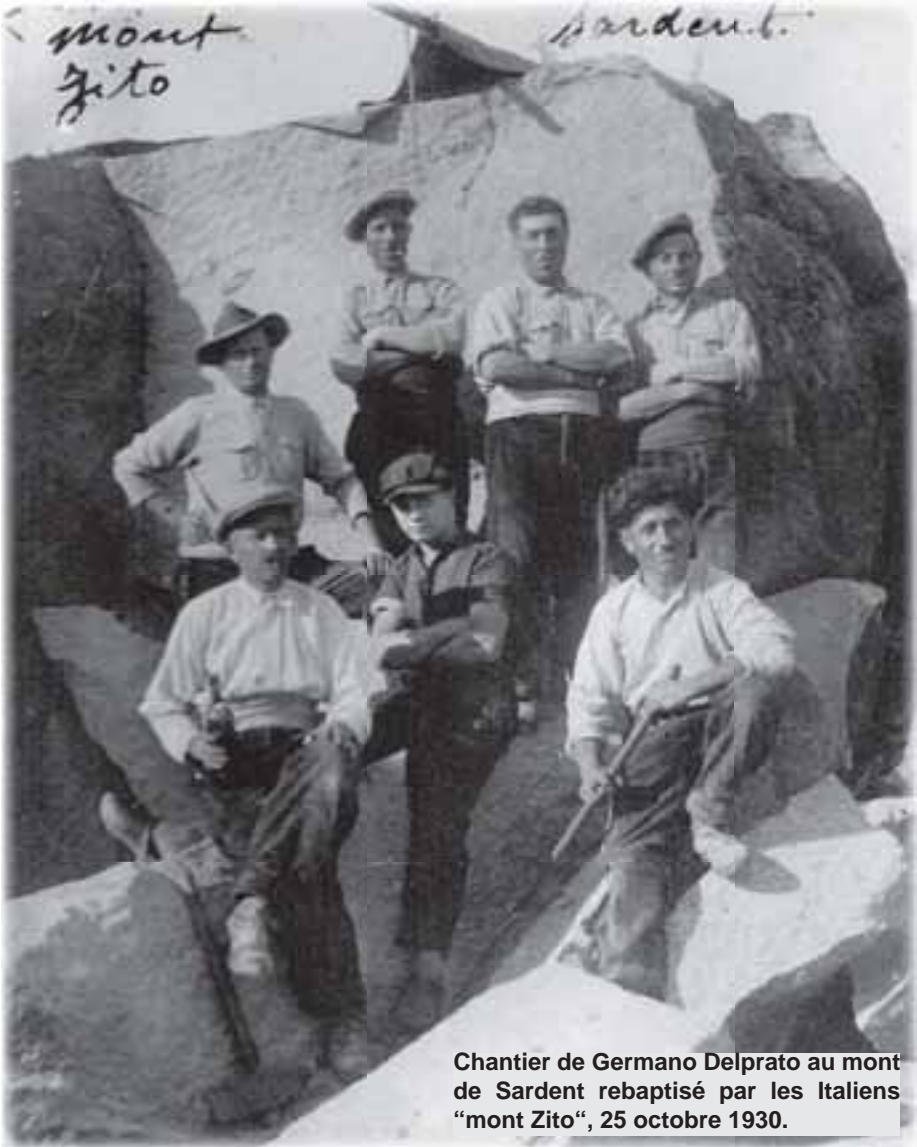
“Le granit qui émerge en Creuse, que ce soit au Maupuy ou bien autour de Sardent, appartient à une immense veine qui commence en Écosse, traverse toute la France et va jusqu'en Grèce.“ Ce socle qui affleure en Limousin a fait venir en nos contrées, dans les années 1930, des tailleurs de pierre italiens que la compagnie Le Chat perplexe (un collectif d'artistes) évoque dans un beau livre édité par les Ardents éditeurs

Y'avait pas de gants comme maintenant ! Les tailleurs de pierre découpaient des bouts de chambre à air, avec des trous pour les doigts, pour se protéger les mains. Sinon, l'hiver, l'acier des outils te collait aux doigts, à cause du gel. Et quand la massette dérapait, tu emportais un bout de chair ; il fallait cogner très fort ce fichu granit bleu pour qu'un éclat parte, mais en même temps tu appréhendais que ça dérape encore, parce que là, eh bien tu regrettais d'avoir lancé la massette si fort ! Une fois, deux fois, ça cicatrisait jamais, et avec le gel c'était pire, ça saignait tout le temps en travaillant ; les crevasses aussi, ça n'arrêtait pas. Marius Paties se souvient d'une pommade, la “miska“, mais ça ne faisait pas grand chose...

Bien avant l'ère des secouristes et de la sécurité sociale, voilà comment se soignaient les blessures du quotidien chez les Italiens : le tailleur de pierre

qui pissait le sang s'éloignait, puis brûlait la blessure avec une cigarette ou même un outil de la forge ; le soir, en rentrant du chantier, le vrai remède consistait à baigner longuement la blessure dans... l'eau des pâtes... résultat garanti !

Compagnie Le Chat perplexe, Cogner le granit, Italiens tailleurs de pierre en Creuse, Les Ardents éditeurs, 2015, 104 pages, 24 €, extrait : pages 18 et 19.



Chantier de Germano Delprato au mont de Sardent rebaptisé par les Italiens “mont Zito“, 25 octobre 1930.



“Le blaireau est une bête à ce point ennuyeuse qu’elle a fini par nous raser !”

(citation du célèbre blairologue Bernard Tlob)

Dans *Chroniques de Creuse*, l’écrivain conteur Bernard Blot a joint son talent au paysagiste dessinateur Alain Freytet pour nous faire arpenter la Creuse. Lieux, paysages, chemins, villages sont présentés avec poésie ou humour. Quelques “habitants” aussi... comme le blaireau !

“Le blaireau est une bête craintive, dit-on. C’est sans doute vrai, et sans doute de tous les blaireaux suis-je le plus craintif. La moindre brise dans les feuillages, le plus petit craquement de feuille ou de bois sec me paralysent. Et, justement, la semaine dernière, une tempête épouvantable a mené un bal d’enfer trois jours et trois nuits durant, sans une pause, me clouant au plus profond de mon terrier. J’étais affamé ; il me fallait à tout prix sortir, partir à la quête d’une musaraigne, d’une grenouille, d’un lézard, voire de quelques baies ou d’une tendre racine. Et voilà qu’à peine dehors – c’était le soir, la nature avait retrouvé la paix qui me sied – un fumet bien agréable me chatouille la truffe, m’attire et m’entraîne impérieusement, toute prudence oubliée, jusqu’à une passée tout à fait inhabituelle...

Imaginez les empreintes d’un blaireau qui aurait la taille d’un de ces grands braques braillards qui débusquent et courent le sanglier. J’étais d’autant plus surpris que l’odeur qui en émanait généreusement était celle d’une blaireaute que ses phéromones alpagueurs dévoilaient en proie à de violents désirs amoureux. Ainsi me trouvais-je obligé, quoi qu’il arrive, de jouer le film jusqu’à sa fin. Suivant obstinément la voie, je parvins bientôt à un talus sur le flanc duquel s’ouvrait un terrier coquet et fort bien tenu, ma foi. Les empreintes y pénétraient. Nul doute, donc : ma grande tessonne devait m’y attendre, brûlante d’impatience dans sa chambre nuptiale. Hélas, je ne m’y

étais pas précipité qu’un claquement sec, juste sur mes talons, m’indiqua que je venais de tomber dans un piège : une trappe de fer fermait désormais l’entrée ! Au bout d’un long boyau aux parois bizarrement lisses, je parvins à la chambre saturée de cette odeur provocante qui m’avait aliéné : pas d’amoureuse gémissante et offerte, pourtant, mais, plantée dans la terre meuble, un simulacre géant, en bois de hêtre : une patte de blaireau, ses longues griffes dressées vers le plafond.

Depuis plus d’une semaine je vais et je viens dans cette prison. Chaque matin, on me jette, par une étroite cheminée, des choses appétissantes, du miel même. Toutefois je m’ennuie à mourir. Et puis, surtout, j’éprouve une sensation insupportable : celle d’être observé à chaque instant, jusque dans la logette à déféquer ! Meles taxus captif, je voudrais redevenir moi-même en retrouvant ma peureuse liberté !”

Rapport de l’équipe observant par des vitres sans tain et des caméras miniaturisées, le terrier aménagé sur un coteau de Saint-Fiel

Hier, 12 novembre 2010, un blaireau mâle, de l’espèce *Meles taxus*, a suivi la laissée que nous avions imprimée le matin et dans les traces de laquelle nous avions instillé, à l’aide de notre burette, de l’essence de phéromones quintessenciées des sécrétions recueillies sur les organes sexuels de femelles en chaleur. Corpus évidemment insuffisant : nous attendions une horde qui nous aurait



permis d’observer d’éventuels comportements remarquables susceptibles de révéler une hiérarchie tribale, des postures d’allégeance et de domination, la transmission aux petits, qui sait, de conduites sociales et prédatrices. Nous n’avons eu qu’un individu craintif, trop effrayé pour effectuer sur lui des observations pertinentes. Nous allons le relâcher sans tarder.

Bernard Blot et Alain Freytet,
Chroniques de Creuse, Les Ardents
éditeurs, 2015, 176 pages, 23 €.



Météo locale et changement climatique : “Mon bon monsieur, y a plus d’saisons”

Beaucoup de gens dans notre société font – ou voudraient faire – la pluie et le beau temps. De quoi nous interroger sur le réchauffement climatique. Personnellement, j’y crois, à ses causes, et à ses conséquences. Mais, je m’interroge sur la façon dont on nous le présente. Alors, pour pinailler, je suis allé chercher dans le passé les traces des grandes catastrophes qui, paraît-il, seraient de plus en plus fréquentes.

Aujourd’hui, comme Brassens, je voudrais vous parler de la pluie : « Parlez-moi de la pluie et non pas du beau temps. Le beau temps me dégoûte et m’fait grincer les dents ».

Rien de nouveau sous le soleil !

Voici donc ce qu’on peut lire dans les chroniques. En 1785, le curé de Lavauf franche a noté dans son registre paroissial : “Il a régné cette année une sécheresse extrême qui a commencé dès les premiers jours de mars et a duré 8 à 9 mois consécutifs.” Deux ans plus tard, le même : “Beaucoup de champs ont été noyés par la quantité prodigieuse qu’il n’a cessé de tomber tout le courant de l’année qui a été fort pluvieuse”. Ben, mes aïeux ! Mes aïeux creusois bien sûr, qui n’avaient aucun moyen de se prémunir, aucune réserve de grains, aucune serre, et surtout pas Météo France. Certes, ils pouvaient toujours râler et ne s’en priveraient sans doute pas. Mais par contre, ils avaient LA solution et LA consolation.



Solutions processionnaires

La solution, tenez dans ce patelin de Basse Marche (que je ne citerai pas, pour ne pas avoir l’air de me moquer) : “Au D., il y eut une procession pour avoir du beau temps, l’eau tombant depuis trois mois sans discontinuation” (1725). Un an plus tard très

exactement : “on a fait une procession ... Pour avoir de la pluie dont on a grand besoin” (1726). Les deux voeux ont été exaucés dès les années suivantes, comme il se doit dans toute région tempérée océanique comme la nôtre. En effet, Dieu n’étant mort que bien longtemps après selon Nietzsche, ce brave homme put intervenir.

Gelées alcooliques
Dans l’intervalle, beaucoup burent pour oublier, mais malheureusement, l’hiver fut si froid que “la gelée a pénétré dans les caves où le vin a gelé.” (Là, c’était à L.B.). On produisait donc du vin en Creuse en ces temps éloignés. Oui, oui, puisque “la récolte de vin (sic) a été très abondante” (1761, Bord-St-Georges). Ça ne pouvait pas durer, ce pauvre curé de Lavauf ranche nous indiquant qu’en 1787, “le vin (resic) s’est cueilli de mauvaise qualité n’ayant pas bien pu mûrir”. Et pire, à Ladapeyre, en janvier 1789 – grande année pourtant – le vin a gelé sur l’autel jusqu’à trois fois malgré le feu qu’on y avait transporté”. Très occupés nos curés. Il y avait donc des hivers froids en ces temps-là..

Emile Vache

Anecdotes puisées dans Chronique des temps de misère : XVIIe et XVIIIe siècles :
Les fléaux de Dieu,
Amitiés généalogiques du Limousin,
2003.